



CHAPITRE 96

Loi modifiant la Charte de la Ville
de Montréal

[Sanctionnée le 30 juin 1971]

Préam-
bule.

ATTENDU que la Ville de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est de son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, le chapitre 102 des lois 1959/1960 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1959/60,
c. 102,
a. 35,
mod.

1. L'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102), modifié par l'article 1 du chapitre 59 des lois de 1962, est de nouveau modifié en changeant la désignation du « District de Laval » en celui de « District l'Acadie ».

Id., a. 41,
mod.

2. L'article 41 de ladite charte est modifié en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

« 4° Un exemplaire dudit plan, certifié par le directeur des travaux publics, est déposé au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, en même temps que la requête susdite, et trois autres exemplaires, certifiés de la même manière, sont déposés aux archives de la ville. Dès que ces plans ont été confirmés et ratifiés par la cour, le greffier doit inscrire sur chacun de ces trois exemplaires une note de cette confirmation, dans les termes suivants: « Confirmé par la Cour supérieure, le ».

CHAPTER 96

An Act to amend the Charter of the
city of Montreal

[Assented to 30th June 1971]

Preamble.

WHEREAS the City of Montreal has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 102 of the statutes of 1959/1960, and the acts amending it, be again amended;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Article 35 of the Charter of the city of Montreal (1959/1960, chapter 102), amended by section 1 of chapter 59 of the statutes of 1962, is again amended by changing the designation "District of Laval" to that of "District of l'Acadie".

2. Article 41 of the said charter is amended by replacing paragraph 4 by the following:

"4. A copy of the said plan, certified by the director of public works, shall be deposited in the office of the prothonotary of the Superior Court at the same time as the above-mentioned petition, and three other copies certified in the same manner shall be deposited in the archives of the city. As soon as such plans are confirmed and ratified by the Court, the clerk shall enter a note of such confirmation on each of such three copies as follows: "Confirmed by the Superior Court on".

Il enregistre ensuite ce plan par le dépôt de deux de ces exemplaires ainsi annotés, au bureau d'enregistrement de la division de Montréal. »

He shall then register such plan by depositing two of such copies thus annotated at the registry office of the Montreal division."

1959/60,
c. 102,
a. 42,
remp.

3. L'article 42 de ladite charte est remplacé par le suivant:

3. Article 42 of the said charter is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 42,
replaced.

Durée de la modification ou addition.

« **42.** Une modification ou une addition au plan général demeure en vigueur pour une durée de cinq ans et par la suite tant que le plan n'a pas été modifié à nouveau, sujet au droit du propriétaire de l'immeuble énoncé à l'alinéa suivant.

"**42.** Any modification of or addition to the general plan shall remain in force for a period of five years and subsequently as long as the plan is not further modified, subject to the right of the owner of the immoveable stipulated in the following paragraph.

Duration of modification or addition.

Conditions de cession d'immeuble réservé.

L'immeuble réservé pour fins municipales par une modification ou addition au plan général ne peut plus être cédé, transféré, vendu ou aliéné qu'à la ville, mais le propriétaire peut en tout temps après l'expiration de la période initiale de cinq ans signifier un avis à la ville, lui offrant cet immeuble. La ville doit alors, dans les 90 jours, aviser le propriétaire de son intention d'accepter son offre ou de sa décision de modifier son plan général pour en exclure cet immeuble. Dans le cas où la ville manifeste l'intention d'acquiescer, elle doit, dans les 24 mois, acquiescer l'immeuble de gré à gré, en décréter l'expropriation ou adopter une modification au plan général pour l'exclure.

An immoveable reserved for municipal purposes by virtue of a modification of or addition to the general plan may only be ceded, transferred, sold or alienated to the city, but the owner may at any time after the expiry of the initial period of five years give notice to the city and offer such immoveable to it. The city shall then within 90 days notify the owner of its intention to accept his offer or of its decision to modify its general plan so as to exclude such immoveable. If the city indicates that it intends to make the acquisition, it shall acquire the immoveable by mutual agreement within 24 months or order its expropriation or adopt a modification to the general plan so as to exclude it.

Formalities for acquisition of reserved immoveable.

Exemption de taxe.

Le terrain, mais non les constructions y érigées, d'un immeuble réservé pour fins municipales est exempt de toute taxe foncière tant qu'il est utilisé en entier pour fins résidentielles seulement. »

The land, excluding the structures erected thereon, of a property reserved for municipal purposes shall be exempt from any real estate tax as long as all of it is used for residential purposes only."

Exemption from tax.

1959/60,
c. 102,
a. 76,
mod.

4. L'article 76 de ladite charte, modifié par l'article 10 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, l'article 6 du chapitre 59 des lois de 1962 et l'article 12 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), est de nouveau modifié en remplaçant le cinquième alinéa par le suivant:

4. Article 76 of the said charter, amended by section 10 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, by section 6 of chapter 59 of the statutes of 1962 and by section 12 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), is again amended by replacing the fifth paragraph by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 76,
am.

Mode de paiement.

« Cette indemnité est payable par versements mensuels et égaux, avec les dépenses et frais de déplacement, pour la même période. »

"Such indemnity shall be payable in equal monthly instalments, with the expenditures and travelling expenses for the same period."

Payment of indemnity.

1959/60,
c. 102, a.
77, mod.

5. L'article 77 de ladite charte, remplacé par l'article 13 du chapitre 70 des

5. Article 77 of the said charter, replaced by section 13 of chapter 70 of

1959/60,
c. 102, a.
77, am.

lois de 1963 (1^{re} session), est modifié en y ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Pension aux membres du conseil.

« À partir du 1^{er} avril 1971, cette pension est payable à toute personne qui a été membre du conseil pendant au moins douze ans et a cessé de l'être après le 1^{er} janvier 1959, à compter du jour où elle en fait la demande. »

1959/60, c. 102, a. 87, remp.

6. L'article 87 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Signature.

« **87.** Tout rapport et toute résolution du comité exécutif sont signés par son secrétaire. »

1959/60, c. 102, a. 97a, aj.

7. Ladite charte est modifiée en insérant, après l'article 97, le suivant:

Signature de contrats, etc.

« **97a.** Tout contrat, acte ou document est signé pour la ville, à moins de disposition au contraire, par le maire et le greffier ou, lorsqu'il l'est par suite d'une décision du comité exécutif, par le président du comité exécutif et le greffier. Le maire et le président du comité exécutif peuvent désigner, par mandat écrit déposé aux archives, tout autre membre du comité exécutif pour signer en leur place, généralement, pour une catégorie de cas ou pour un acte en particulier. »

1959/60, c. 102, a. 98, remp.

8. L'article 98 de ladite charte, modifié par l'article 14 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est remplacé par le suivant:

Contrats soumis au conseil.

« **98.** Le comité exécutif doit soumettre au conseil tous les projets de contrat autorisant une dépense excédant dix mille dollars. »

1959/60, c. 102, a. 99, remp.

9. L'article 99 de ladite charte, modifié par l'article 15 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est remplacé par le suivant:

Contrats de moins de \$10,000.

« **99.** Le comité exécutif octroie sans l'approbation du conseil les contrats qui entraînent une dépense n'excédant pas dix mille dollars. »

the statutes of 1963 (1st session), is amended by adding at the end the following paragraph:

“From April 1, 1971, such pension shall be payable to any person who has been a member of the council for at least twelve years and ceased to be so after January 1, 1959, from the day on which the said person applies for such pension.”

To whom payable.

6. Article 87 of the said charter is replaced by the following:

1959/60, c. 102, a. 87, replaced.

“**87.** Every report and every resolution of the executive committee must be signed by the secretary thereof.”

Signature.

7. The said charter is amended by inserting after article 97 the following:

Id., a. 97a, added.

“**97a.** Any contract, deed or document shall be signed on behalf of the city, unless otherwise provided, by the mayor and the clerk, or, when it is signed following a decision of the executive committee, by the chairman of the executive committee and the clerk. The mayor and the chairman of the executive committee may designate, by a written authorization deposited in the archives, any other member of the executive committee to sign on their behalf, generally, for a category of cases or for a particular case.”

Signing of contracts, etc.

8. Article 98 of the said charter, amended by section 14 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is replaced by the following:

1959/60, c. 102, a. 98, replaced.

“**98.** The executive committee must submit to the council every draft contract entailing an expenditure of more than ten thousand dollars.”

Contracts submitted to council.

9. Article 99 of the said charter, amended by section 15 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is replaced by the following:

1959/60, c. 102, a. 99, replaced.

“**99.** The executive committee shall grant the contracts entailing an expenditure of not more than ten thousand dollars without the approval of the council.”

Contract not exceeding \$10,000.

1959/60,
c. 102,
a. 106,
mod.

10. L'article 106 de ladite charte, modifié par l'article 15 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *i* par le suivant:

« *i*) approuver tout plan de subdivision ou de resubdivision d'un immeuble; désigner et autoriser, par résolution, la personne qui peut certifier et signer avec le greffier de la ville, pour et au nom de celle-ci, les plans et autres documents des subdivisions ou resubdivisions des terrains de la ville, aux fins du cadastre ou à toute autre fin; ».

Id.,
a. 107,
remp.

11. L'article 107 de ladite charte, remplacé par l'article 6 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

Soumis-
sions pour
dépenses
excédant
\$10,000.

« **107.** Sauf les dispositions de l'article 108, le comité exécutif doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède \$10,000, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du directeur du service intéressé et d'un rapport du comité exécutif. »

1959/60,
c. 102,
a. 129,
remp.

12. L'article 129 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Authenti-
cité des
copies et
extraits.

« **129.** Les copies et extraits, certifiés par le greffier de la ville et revêtus du sceau de cette dernière, des livres, registres, rôles, règlements et résolutions font preuve, *prima facie*, devant toute cour de justice de la province, de leur contenu et de l'accomplissement des formalités requises par la loi pour leur adoption et leur mise en vigueur, sauf le droit de toute personne d'en contester la vérité ou la régularité suivant la loi.

Garde des
archives.

Les archives publiques de la ville sont sous la garde du greffier. Une copie ou un extrait certifié par le greffier de tout document, écrit ou pièce, de la ville ou versés à ces archives, fait preuve de son existence, contenu et dépôt, sans qu'il ne soit nécessaire de prouver la qualité ou la signature du greffier. »

1959/60,
c. 102,
a. 131a,
aj.

13. Ladite charte est modifiée en ajoutant, après l'article 131, le suivant:

10. Article 106 of the said charter, amended by section 15 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), is again amended by replacing paragraph *i* by the following:

1959/60,
c. 102, a.
106, am.

“*i.* approve any subdivision or resubdivision plan of an immovable; designate and authorize, by resolution, the person who may certify and sign with the clerk, for and on behalf of the city, the plans and other documents relating to the subdivisions or resubdivisions of land of the city, for purposes of the cadastre or any other purpose;”.

11. Article 107 of the said charter, replaced by section 6 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

Id.,
a. 107,
replaced.

“**107.** Subject to the provisions of article 108, the executive committee must call for tenders in all cases where the expenditure to be incurred exceeds \$10,000, unless dispensed from doing so by the council upon the recommendation of the director of the department concerned and a report of the executive committee.”

Tenders
for expendi-
ture
exceeding
\$10,000.

12. Article 129 of the said charter is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 129,
replaced.

“**129.** Copies and extracts, certified by the city clerk and bearing the seal of the city, of and from the books, registers, rolls, by-laws and resolutions shall be *prima facie* evidence, before any court of justice of the Province, of their contents and of the fulfilment of the formalities required by law for their adoption and putting into force, saving the right of any person to contest the truth or regularity thereof according to law.

Evidence
of copies
and
extracts.

The public archives of the city shall be under the custody of the clerk. Any copy or extract, certified by the clerk, of any document, writing or instrument belonging to the city or deposited in its archives shall constitute evidence of its existence, content and deposit, without it being necessary to prove the authority or signature of the clerk.”

Clerk has
custody.

13. The said charter is amended by adding after article 131 the following:

1959/60,
c. 102,
a. 131a,
added.

Dépôt
d'exem-
plaire de
déclara-
tion.

« **131a.** Un exemplaire de la déclaration en duplicata prévue à l'article 3 de la Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280), lorsqu'il s'agit de documents en la possession de la ville, est déposé dans les archives du service de la ville qui en a la garde et l'autre exemplaire est déposé dans les archives sous la garde du greffier de la ville au lieu de l'être à l'étude d'un notaire.

“**131a.** In the case of documents in the possession of the city, a copy of the declaration in duplicate provided for under section 3 of the Photographic Proof of Documents Act (Revised Statutes, 1964, chapter 280) shall be deposited in the archives of the city department which has custody of such documents and the other copy shall be deposited in the archives under the custody of the city clerk instead of in a notary's office.

Extrait,
etc.,
admis en
preuve.

Est admis en preuve avec le même effet et suivant le deuxième alinéa de l'article 4 de ladite loi tout extrait ou copie de la déclaration déposée dans les archives sous la garde du greffier de la ville et certifié conforme par ce dernier. »

Any extract or copy of the declaration deposited in the archives under the custody of the city clerk and certified true by the latter shall be received in evidence with the same effect, in accordance with the second paragraph of section 4 of the said Act.”

1959/60,
c. 102,
a. 172,
remp.

14. L'article 172 de ladite charte, modifié par l'article 19 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est remplacé par le suivant :

14. Article 172 of the said charter, amended by section 19 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is replaced by the following:

Régime
supplé-
mentaire
de rentes.

« **172.** Le conseil peut, en outre, par règlement, établir un régime supplémentaire de rentes pour les fonctionnaires et employés permanents, auquel ils doivent contribuer. Un régime administré par un comité de retraite composé de représentants de l'employeur et des employés ne peut être modifié que par un règlement recommandé par ce comité à la majorité de chacun des deux groupes de représentants qui en font partie et qui sont présents à l'assemblée du comité lors du vote sur cette modification proposée. Si un règlement n'est pas approuvé à l'unanimité des représentants des employés, il ne peut entrer en vigueur sans l'approbation par référendum de ces employés.

“**172.** The council may also establish by by-law a supplemental pension plan for the permanent officers and employees, to which they must contribute. No plan administered by a retirement committee composed of representatives of the employer and of the employees may be amended except by a by-law recommended by such committee to the majority of each of the two groups of representatives which form part thereof, who are present at the committee meeting when the proposed amendment is voted on. If any by-law is not unanimously approved by the representatives of the employees, it may not come into force unless approved by a referendum of such employees.

Âge de
retraite
obliga-
toire.

À partir du 1^{er} mai 1972, l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de rentes supplémentaires de toute autre personne au service de la ville que les pompiers et les policiers est, après dix ans de service, de 65 ans pour les personnes de sexe masculin et de 60 ans pour les personnes de sexe féminin, sous réserve de toute modification à ce sujet qui peut à l'avenir être apportée par un règlement adopté selon les dispositions du premier alinéa. Cependant, le comité exécutif peut, lorsqu'il le juge dans l'intérêt public,

From the 1st of May 1972, compulsory retirement age in the supplemental pension plan of any person in the service of the city other than a fireman or constable is 65 years after ten years of service for male persons and 60 years after ten years of service for female persons, subject to any amendment in this respect which may hereafter be made by a by-law passed under the first paragraph. However, the executive committee may, when it deems it in the public interest, authorize any person who has so reached compulsory

autoriser toute personne qui a ainsi atteint l'âge de la retraite obligatoire, d'année en année, à continuer l'exercice de ses fonctions à la ville. »

Âge de
retraire
obligatoire.

Cet âge de la retraite obligatoire n'est toutefois que de l'âge mentionné ci-après pour les personnes qui suivent:

- a) personnes du sexe masculin:
69 ans pour celles qui atteignent cet âge avant le 1^{er} mai 1972;
68 ans pour celles qui atteignent cet âge avant le 1^{er} mai 1973;
67 ans pour celles qui atteignent cet âge avant le 1^{er} mai 1974;
66 ans pour celles qui atteignent cet âge avant le 1^{er} mai 1975;
- b) personnes du sexe féminin:
64 ans pour celles qui atteignent cet âge avant le 1^{er} mai 1972;
63 ans pour celles qui atteignent cet âge avant le 1^{er} mai 1973;
62 ans pour celles qui atteignent cet âge avant le 1^{er} mai 1974;
61 ans pour celles qui atteignent cet âge avant le 1^{er} mai 1975. »

1959/60,
c. 102,
a. 172a,
mod.

15. L'article 172a de ladite charte, édicté par l'article 16 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et remplacé par l'article 3 du chapitre 90 des lois de 1968, est modifié:

- a) en remplaçant le paragraphe c du premier alinéa par le suivant:
« c) la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal; »;
b) en ajoutant après le paragraphe e du premier alinéa le suivant:
« f) la Communauté urbaine de Montréal. »

Id.,
a. 174a,
aj.

16. Ladite charte est modifiée en ajoutant, après l'article 174, le suivant:

Rente de
retraite ou
d'invalidité.

« **174a.** Le conseil peut, par règlement, pourvoir au paiement à un employé de la ville qui l'est devenu par suite de l'annexion de la cité de Saint-Michel pour laquelle il travaillait alors, de même qu'à un membre de sa famille ou à un bénéficiaire qu'il avait le droit de désigner, d'une rente de retraite ou d'invalidité accordée dans chaque cas par le comité exécutif et équivalente à la différence entre celle ou le total de celles auxquelles il a droit et celles auxquelles il aurait eu droit sans

retirement age, to continue to perform his duties for the city from year to year.

Such compulsory retirement age shall be only the following for the following persons:

- (a) male persons:
69 years of age for those who reach that age before the 1st of May 1972;
68 years of age for those who reach that age before the 1st of May 1973;
67 years of age for those who reach that age before the 1st of May 1974;
66 years of age for those who reach that age before the 1st of May 1975;
- (b) female persons:
64 years of age for those who reach that age before the 1st of May 1972;
63 years of age for those who reach that age before the 1st of May 1973;
62 years of age for those who reach that age before the 1st of May 1974;
61 years of age for those who reach that age before the 1st of May 1975."

Compulsory
retirement
age.

15. Article 172a of the said charter, enacted by section 16 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and replaced by section 3 of chapter 90 of the statutes of 1968, is amended:

- (a) by replacing sub-paragraph c of the first paragraph by the following:
“(c) the Montreal Urban Community Transit Commission;”;
(b) by adding after sub-paragraph e of the first paragraph the following:
“(f) the Montreal Urban Community.”

1959/60,
c. 102,
a. 172a,
am.

16. The said charter is amended by adding after article 174 the following:

Id.,
a. 174a,
added.

“**174a.** The council may, by by-law, provide for the payment to an employee of the city who became a city employee following the annexation of the city of St. Michel for which he was then working, and to a member of his family or a beneficiary whom he was entitled to designate, of a retirement disability pension granted in each case by the executive committee and equal to the difference between the pension or the total of the pensions to which he is entitled and those to which

Retirement
disability
pension.

cette annexion s'il était toujours au service de cette ancienne cité, à la condition qu'il paie à la Ville de Montréal le montant des remboursements qu'il a reçus de toute cotisation à un régime de retraite de la ville et de l'ancienne municipalité. »

1959/60,
c. 102,
a. 198,
mod.

17. L'article 198 de ladite charte, modifié par l'article 20 du chapitre 1 des lois de 1960 et par l'article 4 du chapitre 70 des lois de 1970, est de nouveau modifié en insérant, avant le dernier alinéa, le suivant :

Disposi-
tions non
applica-
bles.

« Les sous-paragraphes *i* et *l* de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas à un employé de la ville qui bénéficie d'un congé sans solde pour se présenter à une élection municipale en vertu des dispositions d'une convention collective avec la ville, mais cet employé doit démissionner de son poste s'il est élu. »

1959/60,
c. 102,
a. 462,
mod.

18. L'article 462 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, l'article 51 du chapitre 59 des lois de 1962 et l'article 2 du chapitre 91 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant :

Règle-
ments
visés.

« Les règlements visés sont ceux qui se rapportent à la paix, l'ordre, la sécurité et la santé publics, au zonage et aux enseignes. »

1959/60,
c. 102,
a. 464a,
aj.

19. Ladite charte est modifiée en ajoutant, après l'article 464, le suivant :

Infraction
et peine
pour
pollution
de l'air.

« **464a.** Dans le cas d'un règlement pour protéger la santé publique contre la pollution de l'air, le conseil peut prescrire que toute infraction aux dispositions d'un règlement adopté sous l'autorité du présent article entraînera comme pénalité, pour une première infraction au cours d'une année civile, une amende minimum d'au plus \$1,000 et une amende maximum d'au plus \$10,000 avec ou sans frais, ou une peine d'emprisonnement d'un maximum de trois mois ou les deux peines à la fois, et, pour toute infraction subséquente au cours d'une même année civile, une amende minimum d'au plus \$2,000 et une amende maximum d'au plus \$20,000 ou une peine d'emprisonnement minimum

he would have been entitled without such annexation if he was still in the employ of such former city, on condition that he pays to the City of Montreal the amount of the refunds he has received of any contribution to a pension plan of the city and of the former municipality." »

17. Article 198 of the said charter, amended by section 20 of chapter 1 of the statutes of 1960 and by section 4 of chapter 70 of the statutes of 1970, is again amended by inserting before the last paragraph the following :

1959/60,
c. 102,
a. 198,
am.

“Sub-paragraphs *i* and *l* of the preceding paragraph shall not apply to an employee of the city who enjoys a holiday without pay to run in a municipal election under the provisions of a collective agreement with the city, but such employee must resign if elected.”

Provisions
not to
apply.

18. Article 462 of the said charter, amended by section 25 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, by section 51 of chapter 59 of the statutes of 1962 and by section 2 of chapter 91 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the last paragraph by the following :

1959/60,
c. 102,
a. 462,
am.

“The by-laws contemplated are those related to public peace, order, safety and health, zoning and signs.”

By-laws
contem-
plated.

19. The said charter is amended by adding after article 464 the following :

1959/60,
c. 102,
a. 464a,
added.

“**464a.** In the case of a by-law to protect public health against air pollution, the council may prescribe that any infraction of the provisions of a by-law passed under the authority of this article will entail as a penalty, for a first offence during a calendar year a minimum fine of not more than \$1,000 and a maximum fine of not more than \$10,000 with or without costs, or a penalty of imprisonment for a maximum of three months or both such penalties together, and for any subsequent offence during the same calendar year a minimum fine of not more than \$2,000 and a maximum fine of not more than \$20,000 or a penalty of imprisonment for a minimum of one month or a

Offence
and
penalties
for air
pollution.

d'un mois et d'un maximum de six mois ou les deux peines à la fois.

Emprisonnement.

Le conseil peut également prescrire qu'une peine de prison pour une période au moins égale à la peine minimum d'emprisonnement prévue à l'alinéa précédent peut être imposée à défaut du paiement de l'amende qui y est prévue et que cette peine d'emprisonnement doit cesser dès le paiement de l'amende ou de l'amende et des frais, selon le cas. »

maximum of six months, or both such penalties together.

The council may also prescribe that a penalty of imprisonment for a period at least equal to the minimum imprisonment penalty provided by the preceding paragraph may be imposed on failure to pay the fine therein provided for and that such penalty of imprisonment is to cease upon payment of the fine or of the fine and costs, as the case may be."

Imprisonment.

1959/60,
c. 102,
a. 520,
mod.

20. L'article 520 de ladite charte, modifié par l'article 26 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, par l'article 8 du chapitre 71 des lois de 1964, par l'article 21 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 90 des lois de 1968 et par l'article 4 du chapitre 91 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en ajoutant, après le paragraphe 30°, le suivant:

Protection contre la pollution de l'air;

« 30°a. Exercer, à l'égard de toute personne dont la raffinerie, l'entrepôt ou l'établissement est situé hors de la ville, mais dont les produits sont vendus ou utilisés dans la ville, tous les pouvoirs que le conseil possède pour protéger la santé publique contre la pollution de l'air, à l'égard de toute personne dont la raffinerie, l'entrepôt ou l'établissement y est situé; »;

b) en ajoutant, à la fin, les paragraphes suivants:

Fermeture de système de plomberie;

« 83° Obliger le propriétaire d'un bâtiment vacant ou non habité à boucher les ouvertures du système de plomberie après l'avoir nettoyé et vidé;

Exécution de travaux au frais du propriétaire.

« 84° Pourvoir, en plus de tout autre recours prévu à cette loi dans chaque cas, à faire ou faire faire aux frais du propriétaire d'un immeuble, sur son défaut, toute chose que la loi ou un règlement lui impose de faire en rapport avec cet immeuble, ces frais devant constituer, après enregistrement d'un avis du greffier reçu en forme authentique devant notaire et portant minute, une charge privilégiée sur l'immeuble au même titre et selon le même rang qu'une taxe municipale. »

1959/60,
c. 102,
a. 524,
mod.

21. L'article 524 de ladite charte, modifié par l'article 55 du chapitre 59 des lois

20. Article 520 of the said charter, amended by section 26 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, by section 8 of chapter 71 of the statutes of 1964, by section 21 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), by section 5 of chapter 90 of the statutes of 1968 and by section 4 of chapter 91 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by adding after paragraph 30 the following:

"30a. Exercise, as regards any person whose refinery, storehouse or establishment is located outside the city but whose products are sold or used in the city, all the powers which the council has to protect public health against air pollution as regards any person whose refinery, storehouse or establishment is located in the city;"

(b) by adding at the end the following paragraphs:

"83. Compel the owner of a vacant or uninhabited building to block the openings of the plumbing system after having cleaned and emptied it;

"84. Provide, in addition to any other recourse provided for under the law in each case, to carry out or have carried out at the expense of the owner of an immovable upon his failure to do so, anything which he is obliged under a law or by-law to carry out with respect to such immovable, such expense to constitute, following registration of a notice from the clerk made in authentic form before a notary *en minute*, a privileged charge on the immovable in the same manner and with the same rank as a municipal tax."

1959/60,
c. 102,
a. 520,
am.

Pollution protection;

Plumbing in vacant building;

Performance of owner's obligations.

1959/60,
c. 102,
a. 524,
am.

21. Article 524 of the said charter, amended by section 55 of chapter 59 of

de 1962, par l'article 20 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 24 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, par l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1968, et par l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1968, est de nouveau modifié:

a) en ajoutant, après le sous-paragraphe c du paragraphe 2^o, le suivant:

Utilisation
de terrains
pour fins
religieuses.

« d) Nonobstant toute réglementation de zonage à des fins domiciliaires et sujet aux conditions qu'il impose dans chaque cas, donner des autorisations individuelles et inaccessibles pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification et l'occupation de constructions à des fins religieuses, ou de résidences de ministres du culte ou de membres de communautés religieuses, éducatives, charitables ou d'assistance aux personnes nécessitant aide, protection, hébergement ou des soins médicaux ou hospitaliers; »;

b) en remplaçant le paragraphe 10^o par le suivant:

Systèmes
d'éclairage,
etc.;

« 10^o Réglementer les systèmes d'éclairage, de chauffage, de ventilation et de climatisation, y compris les appareils, dispositif de contrôle, tuyauterie et autres accessoires, ou certains d'entre eux; »;

c) en remplaçant le paragraphe 12^o par le suivant:

Panneaux-
réclames,
etc.;

« 12^o Réglementer la construction, l'installation, la modification et l'entretien de tous panneaux-réclames et enseignes déjà érigés ou qui le seront à l'avenir et exiger, pour leur maintien ou leur installation, suivant le cas, un permis dont il détermine le coût; empêcher toute construction, installation, modification et réparation qui ne sont pas conformes, les faire cesser et pourvoir même à la démolition ou à l'enlèvement du panneau-réclame ou de l'enseigne; ».

1959/60,
c. 102,
a. 528,
mod.

S.R., c.
55 non
applicable.

22. L'article 528 de ladite charte est modifié en insérant, après le paragraphe 3^o, le suivant:

« 3^oa. La Loi sur le cinéma (Statuts refondus, 1964, chapitre 55), avec ses modifications présentes et futures, ne s'applique, à partir du 1^{er} mai 1971, sur aucune partie de l'emplacement de l'Exposition universelle et internationale de 1967 où se dérouleront les manifestations et activités désignées sous l'appellation de « Terre des hommes », sauf dans la mesure

of 1962, by section 20 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), by section 24 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967 and by section 7 of chapter 90 and section 1 of chapter 91 of the statutes of 1968, is again amended:

(a) by adding after sub-paragraph c of paragraph 2 the following:

« d. Notwithstanding any zoning by-laws for residential purposes and subject to the conditions set therein in each case, give individual and untransferable authorizations for the use of land or the construction, alteration and occupancy of buildings for religious purposes, or for residences for clergymen or members of communities for religious, educational, charitable or assistance purposes for persons in need of help, protection, lodging or medical or hospital care; »;

(b) by replacing paragraph 10 by the following:

« 10. Regulate lighting, heating, ventilation and air-conditioning systems, including equipment, control devices, piping and other accessories or any of them; »;

(c) by replacing paragraph 12 by the following:

« 12. Regulate the construction, installation, alteration and maintenance of all signs and billboards now or hereafter erected, and require for the maintenance or installation thereof, as the case may be, a permit of which it shall determine the cost; prevent any construction, installation, alteration and repair which does not conform, have them stopped and even provide for the demolition or removal of the billboard or sign; ».

22. Article 528 of the said charter is amended by inserting after paragraph 3 the following:

« 3a. The Cinema Act (Revised Statutes, 1964, chapter 55) and its present and future amendments shall not apply from the 1st of May 1971 to any part of the site of the Universal and International Exhibition of 1967 where the manifestations and activities called "Man and his World" are to take place, except as prescribed by the Lieutenant-Governor

1959/60,
c. 102,
a. 528,
am.

R.S., c.
55 not
applicable

prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil qui peut aussi désigner une ou plusieurs personnes pour exercer les pouvoirs du Bureau de surveillance du cinéma institué par ladite loi relativement aux films cinématographiques qui y sont projetés; ».

1959/60,
c. 102,
a. 563,
mod.

23. L'article 563 de ladite charte, remplacé par l'article 28 du chapitre 97 des lois de 1960/1961 et modifié par l'article 57 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 11 du chapitre 71 des lois de 1964, par l'article 10 du chapitre 90 des lois de 1968 et par l'article 5 du chapitre 91 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Terrain
compris
dans le
parc.

« La partie de ce territoire située dans les limites de la ville fait partie du plan général de la ville et tout immeuble que la ville y possède ou acquiert fait partie du Parc Mont-Royal. Tout immeuble dont la ville n'a pas encore fait l'acquisition est assujéti aux dispositions de l'article 46. Les dispositions de cet article ne s'appliquent cependant pas aux immeubles appartenant à des institutions d'enseignement universitaire ou à des organismes ou corporations y exploitant des hôpitaux ou des cimetières, quant à toutes constructions, améliorations, baux ou contrats faits pour les fins de ces institutions d'enseignement ou de ces hôpitaux ou cimetières. »

1959/60,
c. 102,
a. 575,
mod.

24. L'article 575 de ladite charte est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Appel.

« **575.** Il y a appel à la Régie des services publics, à l'instance de la ville ou d'une autre partie intéressée, de toute règle, de tout règlement, de toute décision et de tout acte quelconque de la commission ou de la ville, dans toute affaire se rapportant à ladite entreprise de canalisation, sauf en matières contractuelles lorsque les parties ont convenu de renoncer à cet appel. »

1959/60,
c. 102,
a. 595,
remp.

25. L'article 595 de ladite charte, remplacé par l'article 28 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant:

in Council who may also designate one or more persons to exercise the powers of the Cinema Supervisory Board established by the said act as regards the cinematographic films shown there;”.

23. Article 563 of the said charter, replaced by section 28 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961 and amended by section 57 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 11 of chapter 71 of the statutes of 1964, by section 10 of chapter 90 of the statutes of 1968 and by section 5 of chapter 91 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

“The part of such territory located within the limits of the city shall form part of the general plan of the city and any immovable therein which the city owns or acquires shall form part of Mount Royal Park. Any immovable which the city has not yet acquired shall be subject to the provisions of article 46. The provisions of such article shall not apply however to the immovables belonging to institutions of university instruction or to organizations or corporations operating hospitals or cemeteries thereon, as regards any constructions, improvements, leases or contracts made for the purposes of such institutions of learning, hospitals or cemeteries.”

Land
included
in park.

24. Article 575 of the said charter is amended by replacing the first paragraph by the following:

“**575.** An appeal shall lie to the Appeals. Public Service Board by the city or any other interested party, from any rule, regulation or decision or from any act of the commission or the city, in any matter relating to the said undertaking respecting conduits, except in contractual matters where the parties agree to waive such appeal.”

25. Article 595 of the said charter, replaced by section 28 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following:

Sommes versées au fonds de retraite.

« **595.** Les redevances annuelles exigibles des usagers de ces conduits souterrains comprennent en outre une somme n'excédant pas cent mille dollars par année, qui peut être appliquée au fonds de retraite que la commission est autorisée à établir et dont elle doit préparer les règlements; ceux-ci entrent en vigueur et sont exécutoires à compter de leur approbation, avec ou sans modification, par la Régie des services publics. Les employés de la commission bénéficient de ce fonds de retraite et doivent y contribuer. »

1959/60, c. 102, aa. 601, 602, ab.

26. Les articles 601 et 602 de ladite charte sont abrogés.

Id., a. 610c, mod.

27. L'article 610c de ladite charte, édicté par l'article 6 du chapitre 91 des lois de 1969, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

Expropriation de lot non subdivisé.

« **610c.** Lorsque la ville exproprie une partie non subdivisée d'un lot originaire longeant une lisière de terrain cadastrée comme rue et comprise entre au moins deux rues transversales, ou lorsque la ville exproprie pour fins de rue une partie homologuée à cette fin et non subdivisée d'un lot originaire prolongeant une rue cadastrée, le propriétaire de cette partie de lot n'a droit à aucune indemnité pour la superficie expropriée jusqu'à un maximum de 33 pieds de largeur, ou 66 pieds s'il est propriétaire riverain des deux côtés de la rue projetée, si, sur le résidu, un bâtiment conforme aux règlements de zonage et de construction de la ville peut être construit. »

1959/60, c. 102, a. 612, mod.

28. L'article 612 de ladite charte, modifié par l'article 27 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 30 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, par l'article 11 du chapitre 90 des lois de 1968 et par l'article 2 du chapitre 91 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par les suivants :

Exception.

« De plus, l'obligation d'ériger chaque construction avec ses dépendances sur un terrain formant un ou des lots distincts prévue par le présent article ne s'applique pas dans le cas de projets de construction

Sums paid to superannuation fund.

« **595.** The annual rentals exigible from the users of such underground conduits shall also include a sum not to exceed one hundred thousand dollars per annum, which may be applied to the superannuation fund which the commission is authorized to establish and for which it shall draw up regulations which shall come into force and be executory upon their approval, with or without amendment, by the Public Service Board. The employees of the commission shall benefit from such superannuation fund and must contribute to it. »

26. Articles 601 and 602 of the said charter are repealed.

1959/60, c. 102, aa. 601, 602, repealed.

27. Article 610c of the said charter, enacted by section 6 of chapter 91 of the statutes of 1969, is amended by replacing the first paragraph by the following :

Id., a. 610c, am.

« **610c.** When the city expropriates an unsubdivided portion of an original lot along a strip of land cadastred as a street and comprised between at least two cross-streets, or when the city expropriates for street purposes an unsubdivided portion homologated for such purpose of an original lot extending a cadastred street, the owner of such portion of a lot shall not be entitled to any indemnity for the expropriated area up to a maximum of 33 feet in width, or 66 feet if he is a bordering proprietor on both sides of the proposed street, if a structure complying with the city's zoning and building by-laws may be built on the residue. »

Expropriation of unsubdivided lot.

28. Article 612 of the said charter, amended by section 27 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), by section 30 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, and by section 11 of chapter 90 and section 2 of chapter 91 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the last paragraph by the following :

1959/60, c. 102, a. 612, am.

« Moreover, the obligation to erect every construction with its dependencies on a piece of land forming one or more distinct lots, as provided by the present article, shall not apply in the case of

Exception.

de plusieurs bâtiments devant être réalisés sur une étendue de terrain appartenant à un même propriétaire ou à un groupe de propriétaires d'une même copropriété selon un plan d'ensemble approuvé par le conseil, par règlement, à la condition que l'étendue du terrain soit d'une superficie d'au moins deux acres, sauf dans le cas d'un projet de construction de maisons d'enseignement, d'hôpitaux ou d'édifices de l'administration publique ou des services publics, ou de bâtiments résidentiels en vertu d'un programme municipal de logements à loyer modique.

Règlement d'approbation de plan.

Un règlement d'approbation d'un plan d'ensemble peut soumettre cette approbation à toute norme de zonage ou autre condition qu'il spécifie et qui prévalent alors, pour ce projet d'ensemble, sur tous les règlements municipaux existants qui sont modifiés en conséquence.

Idem.

Lorsque ce règlement comporte pour un projet une modification d'une exigence de zonage applicable au secteur où il se trouve, il est soumis à la même procédure d'approbation par le conseil qui s'applique aux règlements de zonage. »

1959/60, c. 102, a. 619, mod.

29. L'article 619 de ladite charte, remplacé par l'article 31 du chapitre 66 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant les mots « de l'estimateur » par les mots « du directeur des finances ».

Id., a. 621, mod.

30. L'article 621 de ladite charte modifié par l'article 32 du chapitre 86 des lois de 1966/1967 et par l'article 12 du chapitre 90 des lois de 1968, est modifié en remplaçant dans le premier alinéa les mots « de l'estimateur » par les mots « du directeur des finances », et en remplaçant dans le deuxième alinéa les mots « L'estimateur » par les mots « Le directeur des finances ».

Id., a. 622, mod.

31. L'article 622 de ladite charte est modifié en remplaçant les mots « à l'estimateur » par les mots « au directeur des finances ».

Id., a. 641, remp.

32. L'article 641 de ladite charte, modifié par l'article 32 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est remplacé par le suivant:

projects for the construction of several buildings to be carried out on an area of land belonging to the same owner or to a group of owners in the same co-ownership according to a master plan approved by the council by a by-law, on condition that the area of the land is at least two acres, except in the case of any project involving the erection of educational establishments, hospitals or public administration or public service buildings, or of residential buildings constructed under a municipal low-rental housing programme.

A by-law to approve a master plan may subject such approval to any zoning regulation or other condition it may determine and which shall then prevail for such master plan over all existing municipal by-laws which are amended accordingly.

By-law approving master plan.

Whenever such a by-law involves for a given project a modification of a zoning requirement in force in the sector for which it is planned, it is subject to the same procedure for its approval by the council as applies to a zoning by-law."

Idem.

29. Article 619 of the said charter, replaced by section 31 of chapter 66 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the words "the assessor" by the words "the director of finance".

1959/60, c. 102, a. 619, am.

30. Article 621 of the said charter, amended by section 32 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967 and by section 12 of chapter 90 of the statutes of 1968, is amended by replacing the words "the assessor" in the first paragraph by the words "the director of finance", and the words "The assessor" in the second paragraph by the words "The director of finance".

Id., a. 621, am.

31. Article 622 of the said charter is amended by replacing the words "the assessor" by the words "the director of finance".

Id., a. 622, am.

32. Article 641 of the said charter, amended by section 32 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is replaced by the following:

Id., a. 641, replaced.

Renseignements à fournir.

« **641.** Le service des travaux publics doit, avant le premier mars de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants:

1° Le coût total de tous les égouts dont les travaux de construction ont été acceptés définitivement ou provisoirement au cours d'une période de cinq années consécutives terminée le 30 octobre précédent;

2° La longueur, en pieds, de tous les terrains en bordure des rues ou parties de rues où ces égouts ont été construits, et qu'ils sont destinés à desservir;

3° Le coût moyen, au pied linéaire, obtenu en divisant le coût total de construction mentionné au paragraphe 1°, par la longueur totale de la façade des immeubles, établie suivant le paragraphe 2°.

Détermination du prix.

Par règlement adopté dans le cours du mois de mars de chaque année, sur rapport du comité exécutif, le conseil municipal déterminera, conformément au prix moyen ainsi obtenu, le prix uniforme au pied linéaire suivant lequel les égouts dont la construction sera décidée dans le cours de l'exercice suivant, seront mis à la charge des propriétaires des immeubles riverains suivant l'article 640.

Paiement par la ville.

Dans tous les cas, le solde du coût de construction d'un égout qui ne peut pas être exigé des propriétaires est payable par la ville. »

1959/60, c. 102, a. 652, mod.

33. L'article 652 de ladite charte est modifié en ajoutant, après le paragraphe e, le suivant:

« f) de l'estimé du montant des recouvrements de dépenses à encourir durant le prochain exercice financier et de dépenses encourues dans l'exercice financier courant qui sont exigibles au cours des deux prochains exercices en vertu de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84). Le comité exécutif peut toutefois imputer au revenu d'un exercice les recouvrements de dépenses encourues durant cet exercice et ainsi exigibles. »

Id., a. 707a, mod.

34. L'article 707a de ladite charte, édicté par l'article 64 du chapitre 59 des lois de 1962, est modifié:

« **641.** The public works department shall, before the first of March every year, furnish to the executive committee the following information:

Information to be given.

1. The total cost of all sewers of which the construction work has been accepted definitively or provisionally during the period of five consecutive years ended on the preceding October 30th;

2. The length in feet of all the lots bordering on the streets or parts of streets where such sewers have been constructed and which they are meant to serve;

3. The average cost per linear foot, obtained by dividing the total construction cost mentioned in paragraph 1, by the total length of the frontage of the immoveables, determined according to paragraph 2.

By by-law adopted during the month of March each year, on report of the executive committee, the city council shall determine, according to the average price thus obtained, the uniform price per linear foot at which the sewers the construction of which will be decided in the course of the following fiscal year, will be charged to the proprietors of the bordering immoveables in accordance with article 640.

Fixing of costs.

In all cases, the balance of the cost of construction of a sewer which cannot be charged to the proprietors shall be payable by the city."

Payment by city.

33. Article 652 of the said charter is amended by adding after paragraph e the following:

1959/60, c. 102, a. 652, am.

"f. of the estimate of the amount of the recoveries of expenditures to be incurred during the next fiscal year and of expenditures incurred in the current fiscal year which will be exigible in the course of the next two fiscal years pursuant to the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 84). The executive committee may however credit to the revenue of one fiscal year the recoveries of expenditures incurred during such fiscal year and thus exigible."

34. Article 707a of the said charter, enacted by section 64 of chapter 59 of the statutes of 1962, is amended:

Id., a. 707a, am.

a) en remplaçant, dans la neuvième ligne du paragraphe 1^o, le mot « trente » par le mot « soixante »;

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 2^o, le chiffre « 184 » par le chiffre « 365 ».

(a) by replacing the word "thirty" in the ninth line of paragraph 1 by the word "sixty";

(b) by replacing the number "184" in the fourth line of paragraph 2 by the number "365".

1959/60,
c. 102,
a. 717a,
aj.

35. Ladite charte est modifiée en ajoutant après l'article 717 le suivant :

Utilisation du revenu pour rembourser obligations, etc.

« **717a.** Nonobstant toute disposition législative ou réglementaire inconciliable, la ville est autorisée à utiliser, par résolution du comité exécutif, le revenu réel d'un exercice financier tel qu'estimé ou établi par le directeur des finances, aux fins de rembourser par anticipation des obligations ou autres emprunts, ou de défrayer le coût d'augmentations de salaires qui pourront être ou avoir été accordées à ses employés pour une période incluse dans l'exercice financier ainsi que pour l'achat d'équipement ou pour rencontrer toute obligation auxquelles elle est tenue en vertu de la loi. »

35. The said charter is amended by adding after section 717 the following :

1959/60,
c. 102,
a. 717a,
added.

« **717a.** Notwithstanding any inconsistent legislative or regulatory provision, the city is authorized to use, by resolution of the executive committee, the actual revenue from any fiscal year as estimated or established by the director of finance, for the purposes of repaying in advance obligations or other loans or defraying the cost of salary increases which may be or might have been granted to its employees for any period within such fiscal year and to purchase equipment or meet any obligation to which it is bound under the law. »

Use of revenue to repay obligations, etc.

1959/60,
c. 102,
a. 741,
mod.

36. L'article 741 de ladite charte est modifié en insérant, après le paragraphe *d* du premier alinéa, le suivant :

« *dd*) la consolidation des dépenses de nature capitale effectuées par la cité de Saint-Michel avant son annexion pour des fins énoncées à ses règlements d'emprunt et qui n'ont pas été effectivement payées à même le produit de ces emprunts; ces dépenses sont alors censées avoir été valablement effectuées en vertu du règlement d'emprunt au compte duquel elles sont portées par la ville; ».

36. Article 741 of the said charter is amended by inserting after sub-paragraph *d* of the first paragraph the following :

1959/60,
c. 102,
a. 741,
am.

« *dd.* the funding of the capital expenditures made by the city of St. Michel before its annexation, for purposes set forth in its loan by-laws and which have not actually been paid for out of the proceeds of such loans; such expenditures shall then be considered as having been validly made pursuant to the loan by-law against which they are charged by the city; ».

Id., a.
787c,
remp.

37. L'article 787c de ladite charte, édicté par l'article 33 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant :

37. Article 787c of the said charter, enacted by section 33 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following :

Id., a.
787c,
replaced.

Subvention à la démolition-reconstruction.

« **787c.** Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la démolition-reconstruction, i.e. pour la démolition de tout bâtiment résidentiel jugé impropre à l'habitation et la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel.

« **787c.** The council may by by-law, on such conditions and in such sectors of the city as it shall determine, order that the city grant a subsidy for demolition-reconstruction, that is, the demolition of a residential building deemed unfit for housing and the construction of a new residential building.

Subsidy for demolition-reconstruction.

Montant.

Le montant de ladite subvention ne doit, dans aucun cas, excéder la valeur du

The amount of such subsidy shall not, in any case, exceed the value of

Amount.

bâtiment à démolir inscrite au rôle d'évaluation foncière, ni le sixième de la valeur réelle du nouveau bâtiment, telle qu'inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation. »

the building to be demolished as shown in the real estate valuation roll, or one-sixth of the actual value of the new building, as entered for the first time on the valuation roll."

1959/60, c. 102, a. 796, mod. **38.** L'article 796 de ladite charte, remplacé par l'article 36 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant dans le premier alinéa, les mots « de l'estimateur » par les mots « du directeur des finances ».

38. Article 796 of the said charter, replaced by section 36 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the words "the assessor" in the first paragraph by the words "the director of finance".

Id., a. 797, mod. **39.** L'article 797 de ladite charte, modifié par l'article 37 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant dans le deuxième alinéa les mots « l'estimateur », par les mots « Le directeur des finances ».

39. Article 797 of the said charter, amended by section 37 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the words "the assessor" in the first paragraph by the words "The director of finance".

Id., a. 805, remp. **40.** L'article 805 de ladite charte est remplacé par le suivant :

40. Article 805 of the said charter is replaced by the following: Id., a. 805, replaced.

Taxes sur certains commerces, etc. « **805.** La ville peut, en sus de la taxe d'affaires visée aux articles 794 et 795, imposer et percevoir certains droits annuels ou taxes spéciales sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers, moyens de profit ou d'existence ou activités exercés ou exploités dans la ville et à l'égard desquels aucune taxe spéciale n'est prévue par les articles 801, 802 ou 803. Le droit annuel ou la taxe spéciale peut varier dans chaque cas ou à l'intérieur d'une catégorie selon des critères ou conditions que détermine le conseil. »

"**805.** The city may impose and levy, in addition to the business tax provided for by articles 794 and 795, certain annual dues or special taxes on all businesses, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, trades or means of profit or livelihood or activities practised or carried on in the city and respecting which no special tax is provided for by articles 801, 802 and 803. The annual dues or special tax may vary in each case or within a category according to criteria or conditions determined by the council." Tax on certain trades, etc.

1959/60, c. 102, a. 807a, sj. **41.** Ladite charte est modifiée en ajoutant, après l'article 807, le suivant :

41. The said charter is amended by adding after article 807 the following: 1959/60, c. 102, a. 807a, added.

Taxation selon délai de paiement. « **807a.** Le conseil peut, par règlement, décréter que les taxes spéciales ou droits annuels imposés en vertu de la présente section ou certaines d'entre eux le sont pour un montant différent selon qu'ils sont payés ou non dans un délai qu'il détermine pourvu que l'écart ne dépasse pas vingt-cinq pour cent. »

"**807a.** The council may, by by-law, prescribe that the special taxes or annual dues imposed under this division, or certain of them, be imposed for a different amount according to whether or not they are paid within a delay which it determines, provided that the difference does not exceed twenty-five per cent." Taxing for different amount.

1959/60, c. 102, a. 838, remp. **42.** L'article 838 de ladite charte, remplacé par l'article 44 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant :

42. Article 838 of the said charter, replaced by section 44 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 838, replaced.

Avis de complé-
tion du
rôle.

« **838.** Dès que le rôle d'évaluation est complété, l'estimateur donne avis, dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés à Montréal, que ce rôle a été complété et déposé.

“**838.** As soon as the valuation roll is completed, the assessor shall give notice, in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal, that such roll has been completed and deposited.

Notice
that roll
completed.

Entrée en
vigueur
du rôle.

Ce rôle, sans autre formalité, devient en vigueur le premier mai et est obligatoire pour tous, sous réserve des décisions du bureau de révision quant aux parties contestées. Il sert jusqu'à la mise en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation de base à l'imposition des taxes foncières générales, y compris les taxes foncières spéciales générales et la taxe scolaire.

Such roll shall come into force on the first of May without any other formality and shall be obligatory for all concerned, under reserve of the decisions of the board of revision as to the contested parts thereof. It shall be used until the putting into force of a new valuation roll as the basis for the imposition of the general real estate taxes, including the special general real estate taxes and the school tax.

Coming
into force
of roll.

Délai
pour
trans-
mettre les
comptes
de contri-
butions.

Au plus tard le 1^{er} août, le directeur des finances transmet aux propriétaires inscrits au rôle, à la dernière adresse indiquée, le compte des contributions foncières indiquant l'évaluation de leurs immeubles, le taux et le montant de la taxe foncière. Le contribuable qui veut contester l'évaluation doit en donner avis écrit à l'estimateur avant le 1^{er} octobre. Les contestations reçues avant le 1^{er} octobre 1969 doivent être considérées comme reçues avant le premier septembre 1969 et celles reçues avant le 1^{er} octobre 1970, comme reçues avant le 1^{er} septembre 1970. »

Not later than the 1st of August the director of finance shall send to the proprietors entered on the roll, at the last address shown, the bill for real estate taxes, indicating the valuation of their immovables, the rate and amount of the real estate tax. Any taxpayer who may wish to contest the valuation shall so notify the assessor in writing before the 1st of October. Contestations received before October 1st, 1969 shall be held as having been received before September 1st, 1969, and those received before October 1st, 1970 as having been received before September 1st, 1970.”

Delay for
sending
tax bill,
etc.

1959/60,
c. 102,
a. 841,
remp.

43. L'article 841 de ladite charte est remplacé par le suivant :

43. Article 841 of the said charter is replaced by the following :

1959/60,
c. 102,
a. 841,
replaced.

Escompte
pour paie-
ment à
l'avance.

« **841.** Le conseil peut, par règlement, déterminer pour un exercice financier le taux d'escompte et les conditions donnant droit à un escompte sur toute taxe foncière payée avant la date où elle devient exigible. »

“**841.** The council may, by by-law, determine for a fiscal year the rate of discount and the conditions giving right to a discount on any real estate tax paid before the date on which it becomes exigible.”

Discount
for early
payment.

1959/60,
c. 102,
a. 850,
mod.

44. L'article 850 de ladite charte, modifié par l'article 34 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) et par l'article 41 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

44. Article 850 of the said charter, amended by section 34 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session) and by section 41 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the second paragraph by the following :

1959/60,
c. 102,
a. 850,
am.

Modifica-
tion au
rôle par
certificat.

« Après le dépôt du rôle de valeurs locatives, l'estimateur modifie ce rôle par certificat pour ajouter les inscriptions relatives aux immeubles qui ont été omis en tout ou en partie, pour corriger toute inscription erronée, et pour l'amender quant aux

“Following the deposit of the roll of rental values, the assessor shall amend such roll by certificate in order to add all entries relating to the immovables which were omitted, in whole or in part, to correct any wrong entry and to modify it

Amend-
ment to
roll by
certificate.

immeubles, ou parties d'immeubles, dont on a terminé la construction, l'agrandissement, la réparation ou la modification. »

with respect to the immoveables or parts thereof, the construction, extension, repair or alteration of which has been completed.”

1959/60,
c. 102,
a. 851,
remp.

45. L'article 851 de ladite charte, remplacé par l'article 42 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant:

45. Article 851 of the said charter, replaced by section 42 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following:

Avis de
dépôt.

« **851.** En déposant le rôle des valeurs locatives, l'estimateur en donne avis public indiquant le lieu où le rôle peut être examiné et rappelant que toute plainte doit être produite par écrit au bureau de l'estimateur au plus tard le 1^{er} septembre sous peine de déchéance. Les contestations reçues avant le 1^{er} octobre 1969 doivent être considérées comme reçues avant le quinze août 1969 et celles reçues avant le 1^{er} octobre 1970, comme reçues avant le quinze août 1970. »

“**851.** Upon depositing the roll of rental values, the assessor shall give public notice thereof stating the place where the roll may be examined and indicating that any complaint shall be submitted in writing at the assessor's office not later than September 1st under penalty of forfeiture. Contestations received before October 1st 1969 shall be held as having been received before August 15th, 1969, and those received before October 1st, 1970, as having been received before August 15th, 1970.”

Notice of
deposit.

1959/60,
c. 102,
a. 904,
remp.

46. L'article 904 de ladite charte est remplacé par le suivant:

46. Article 904 of the said charter is replaced by the following:

Rachat
par
proprié-
taire.

« **904.** L'immeuble vendu pour taxes peut être racheté par le propriétaire ou son représentant, en tout temps au cours de l'année qui suit la date de l'adjudication, sur versement à l'adjudicataire du prix de vente, y compris les frais du shérif, plus dix pour cent de cette somme. S'il s'agit d'un terrain vague, le montant payable à l'adjudicataire doit comprendre, en outre, les taxes foncières générales, spéciales et d'améliorations locales acquittées par ce dernier. »

“**904.** An immovable sold for taxes may be redeemed by the proprietor or his representative, at any time during the year after the date of the sale, upon payment to the purchaser of the price of sale, including the sheriff's costs, plus ten per cent of such sum. In the case of a vacant lot, the amount payable to the purchaser must also include the general, special and local improvement real estate taxes paid by the latter.”

Redemption
by
proprietor.

1959/60,
c. 102,
a. 968,
remp.

47. L'article 968 de ladite charte est remplacé par le suivant:

47. Article 968 of the said charter is replaced by the following:

Immeu-
bles de
la ville.

« **968.** Lorsqu'un immeuble appartenant à la ville serait exproprié s'il ne lui appartenait pas, ledit immeuble doit être considéré comme appartenant à un particulier aux fins de l'assujettir à la procédure d'expropriation ainsi qu'à la répartition, le cas échéant et suivant les dispositions de la charte, du coût de telle expropriation établi comme si l'immeuble appartenait à un particulier. »

“**968.** When an immovable owned by the city would be expropriated if it did not belong to it, the said immovable shall be considered as belonging to an individual for purposes of subjecting it to the expropriation procedure as well as to the apportionment, if need be and according to the provisions of the charter, of the cost of such expropriation established as if the immovable belonged to an individual.”

1959/60,
c. 102,
a. 968,
replaced.

Immove-
ables of
the city.

1959/60,
c. 102,
a. 969,
mod.

48. L'article 969 de ladite charte est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Paiement
d'exprop-
riation
par la
ville, etc.

« Dans le cas d'une expropriation pour fins de voie publique, la ville peut dans les trois ans de l'homologation d'un rôle de répartition, décider d'en payer le coût elle-même ou effectuer une nouvelle répartition et rembourser de ce qu'ils ont payé les propriétaires qu'elle exempte, le cas échéant. »

1959/60,
c. 102,
a. 973,
remp.

49. L'article 973 de ladite charte, remplacé par l'article 84 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 41 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 51 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, l'article 23 du chapitre 90 des lois de 1968 et par l'article 12 du chapitre 91 des lois de 1969 est remplacé par le suivant:

Examen
des récla-
mations.

« **973.** Le Bureau examine aussi les réclamations des locataires des immeubles expropriés.

Indem-
nités.

Il fixe les indemnités relatives à ces réclamations.

Restric-
tion.

Aucune indemnité n'est accordée au locataire qui a pris possession des lieux après la date de la résolution décrétant l'expropriation.

Indemnité
à certains
locataires.

Cependant, le locataire qui, lors du décret d'expropriation ou de la prise de possession par la ville, occupait, pour des fins résidentielles, les lieux expropriés ou acquis de gré à gré et qui n'aurait droit à aucune indemnité en vertu de quelque loi, peut obtenir une indemnité ne devant pas excéder \$1,000; lorsqu'il y a entente entre le locataire qui occupait les lieux pour des fins résidentielles et la ville, cette indemnité peut être payée directement sans autre formalité. »

1959/60,
c. 102,
a. 973a,
remp.

50. L'article 973a de ladite charte, édicté par l'article 42 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Occupant
réputé
locataire.

« **973a.** Lorsque la ville a acquis un immeuble et que le propriétaire ou un locataire ou un occupant de cet immeuble l'occupe encore en tout ou en partie, ce

48. Article 969 of the said charter is amended by adding at the end the following paragraph:

1959/60,
a. 102,
a. 969,
am.

“In the case of an expropriation for public road purposes, the city may, within three years following the homologation of an apportionment roll, decide to pay the cost thereof itself or make a new apportionment and refund the amount paid by the owners whom it exempts, should the occasion arise.”

Payment
of cost by
city, etc.

49. Article 973 of the said charter, replaced by section 84 of chapter 59 of the statutes of 1962 and amended by section 41 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), by section 51 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, by section 23 of chapter 90 of the statutes of 1968 and by section 12 of chapter 91 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 973,
replaced.

“**973.** The Bureau shall also examine the claims of the tenants of the immovable expropriated.

Examin-
ation of
claims.

It shall fix the indemnities relating to such claims.

Indem-
nities.

No indemnity shall be granted to the tenant who took possession of the premises subsequently to the date of the resolution ordering the expropriation.

Restric-
tion.

However, the tenant who, at the time of the expropriation order or of the taking of possession by the city, occupied for residential purposes the premises expropriated or acquired by agreement and was not entitled to any indemnity under any legal provision, may obtain an indemnity not to exceed \$1,000; when there is an agreement between the tenant who occupied the premises for residential purposes and the city, such indemnity may be paid directly without further formality.”

Indem-
nity to
certain
tenants.

50. Article 973a of the said charter, enacted by section 42 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 973a,
replaced.

“**973a.** When the city has acquired an immovable and the proprietor or tenant or occupant of such immovable still occupies it in whole or in part, the

Occupant
deemed
tenant.

dernier est réputé locataire et la ville a droit de lui en exiger la valeur annuelle à compter de la prise de possession. »

1959/60,
c. 102,
a. 977,
remp.

51. L'article 977 de ladite charte, modifié par l'article 88 du chapitre 59 des lois de 1962 et par l'article 43 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), est remplacé par le suivant :

Dépôt du
rapport.

« **977.** Aussitôt que le Bureau ou, au cas d'appel, la Régie a complété et signé son rapport, il le dépose au bureau du greffier de la ville, en avisant ce dernier de l'adresse donnée par le propriétaire à l'audition lorsqu'il s'y est présenté; le greffier en donne immédiatement un avis public, avec indication du jour où il sera soumis à la Cour supérieure ou à l'un de ses juges, selon le cas, pour confirmation ou homologation.

Délai de
produc-
tion.

Ce rapport ne peut être ainsi soumis qu'au moins dix jours francs après la publication de cet avis.

Avis au
proprié-
taire.

Dès que le greffier a reçu le rapport mentionné au premier alinéa du présent article l'avisant de l'adresse donnée par le propriétaire lors de l'audition, il prépare et envoie un avis à cette adresse, pour l'informer de la date où il sera soumis à ladite cour ou à l'un de ses juges pour confirmation ou homologation. »

1959/60,
c. 102,
a. 981,
remp.

52. L'article 981 de ladite charte, modifié par l'article 92 du chapitre 59 des lois de 1962, est remplacé par le suivant :

Dépôt de
l'indem-
nité.

« **981.** Dans les trente jours du jugement définitif de la plus haute cour où il y a appel, la ville dépose entre les mains du protonotaire le montant de l'indemnité fixée par ces rapports ou ces jugements, ou le montant qui reste à parfaire suivant le cas, pour les immeubles ou droits expropriés.

Taux
d'intérêt.

L'intérêt sur l'indemnité court au taux légal de la date où la ville est saisie de la propriété des immeubles ou droits ou de la date de la prise de possession dans le cas de possession préalable.

latter shall be deemed to be the tenant and the city may demand from him the annual value thereof, from the taking possession thereof."

51. Article 977 of the said charter, amended by section 88 of chapter 59 of the statutes of 1962 and by section 43 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 977,
replaced.

"**977.** As soon as the Bureau or, in the event of an appeal, the Board has completed and signed its report, it shall deposit it in the office of the city clerk and notify him of the address given by the proprietor when he appeared at the hearing; the city clerk shall forthwith give public notice thereof, and of the day on which it will be submitted to the Superior Court or to one of its judges, as the case may be, for confirmation or homologation.

Deposit of
report.

Such report shall not be so submitted until ten clear days at least after the publication of such notice.

Delay to
submit.

As soon as the city clerk has received the report mentioned in the first paragraph of this article notifying him of the address given by the proprietor at the hearing, he shall prepare and send a notice to that address to inform him of the date on which it will be submitted to the said court or to one of its judges for confirmation or homologation."

Notice of
confirma-
tion, etc.

52. Article 981 of the said charter, amended by section 92 of chapter 59 of the statutes of 1962, is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 981,
replaced.

"**981.** Within the thirty days following the final judgment of the highest court to which there has been an appeal, the city shall deposit with the protonotary the amount of the indemnity fixed by such reports or such judgments, or the amount which remains to be made up, as the case may be, for the immovables or rights expropriated.

Deposit of
indem-
nity.

Interest on the indemnity shall be at the legal rate on the date on which the city is seized of the immovables or rights or on the date of taking possession in the case of prior possession.

Interest
rate.

Propriété
à la ville.

Dans les trente jours du jugement d'homologation de la Cour supérieure, à moins qu'elle n'ait procédé par prise de possession préalable, la ville est saisie de la propriété de ces immeubles ou droits, elle en est déclarée propriétaire, conformément à l'article 1000, elle peut en prendre immédiatement possession sans autres formalités et le recours de toute personne ayant des droits à l'égard de ces immeubles est converti en un recours sur le montant de l'indemnité accordée.

Within the thirty days from the homologation judgment by the Superior Court, unless the city has proceeded by way of prior possession, the city shall be vested with the ownership of the said immoveables or rights, shall be declared the owner thereof in accordance with article 1000, and may take immediate possession thereof without any other formalities, and the recourse of any person having any rights respecting such immoveables is converted into a recourse upon the amount of the indemnity granted.

Owner-
ship
vested in
city.

Requête
pour
dépôt
d'indem-
nité.

En cas d'appel à la Cour d'Appel ou à la Cour suprême du Canada d'une décision déterminant le montant de l'indemnité dans un cas d'expropriation, celui qui a droit à une indemnité peut s'adresser, en tout temps après le trentième jour du jugement d'homologation de la Cour supérieure, au protonotaire de la Cour supérieure par simple requête pour qu'il soit ordonné à la ville de déposer entre les mains du protonotaire pour distribution à qui de droit, un montant en acompte égal à celui fixé par le rapport de l'expert de l'expropriante. »

When appeal is made to the Court of Appeal or to the Supreme Court of Canada from a decision fixing the amount of the indemnity for an expropriation, the person entitled to an indemnity may, at any time more than thirty days after the Superior Court's judgment of homologation, apply to the prothonotary of the Superior Court by mere motion to have the city ordered to deposit with the prothonotary, for distribution to whom it may concern an amount on account equal to that fixed by the appraisal report of the expert of the expropriating party."

Motion
for de-
posit of
indem-
nity.

1959/60,
c. 102,
a. 983,
remp.

53. L'article 983 de ladite charte, remplacé par l'article 93 du chapitre 59 des lois de 1962, est de nouveau remplacé par le suivant :

53. Article 983 of the said charter, replaced by section 93 of chapter 59 of the statutes of 1962, is again replaced by the following :

1959/60,
c. 102,
a. 983,
replaced.

Paiement
de frais,
etc., à la
partie
adverse.

« **983.** Pour les procédures devant le Bureau et en Cour supérieure, la ville est tenue de payer à la partie adverse représentée par avocat les frais et honoraires prévus au tarif en matière d'expropriation pour des causes contestées au montant adjugé par l'ordonnance du Bureau, plus les frais de témoins et d'experts tels que fixés par le Bureau dans son ordonnance. »

« **983.** For proceedings before the Bureau or the Superior Court the city shall be bound to pay to the adverse party represented by an advocate the fees and costs provided in the tariff in expropriation matters for cases disputed, in an amount determined by the order of the Bureau in addition to the costs of witnesses and experts as fixed by the Bureau in its order." »

Costs of
expro-
priation
proceed-
ings.

1959/60,
c. 102,
a. 986,
remp.

54. L'article 986 de ladite charte, modifié par l'article 96 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 44 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) et par l'article 24 du chapitre 90 des lois de 1968, est remplacé par le suivant :

54. Article 986 of the said charter, amended by section 96 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 44 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session) and by section 24 of chapter 90 of the statutes of 1968, is replaced by the following :

1959/60,
c. 102,
a. 986,
replaced.

Distribu-
tion.

« **986.** En tout temps après le soixantième jour du dépôt des documents ci-

« **986.** At any time more than sixty days after the above-mentioned documents

Distribu-
tion.

dessus mentionnés, sauf s'il s'agit d'acquisition de parties d'immeubles en tréfonds ou de servitudes, celui qui a droit à une indemnité peut s'adresser au protonotaire de la Cour supérieure par simple requête pour qu'il soit ordonné à la ville de déposer entre les mains du protonotaire pour distribution à qui de droit, un montant en acompte égal à l'évaluation municipale s'il s'agit d'un immeuble entier ou égal à l'évaluation municipale déterminée par l'estimateur, s'il s'agit de partie d'un immeuble.

Évaluation préliminaire.

L'évaluation préliminaire qui sert à voter les crédits, dans le cas d'acquisition de partie d'immeubles en tréfonds ou de servitudes, est faite par le directeur du service des immeubles. »

1959/60, c. 102, a. 987, remp.

55. L'article 987 de ladite charte, remplacé par l'article 17 du chapitre 71 des lois de 1964, est de nouveau remplacé par le suivant :

Dépôt de solde dû.

« **987.** Lorsque les indemnités ont été déterminées en dernier ressort, la ville dépose, conformément à l'article 981, l'indemnité due aux expropriés, ou le solde si un acompte a été déposé, suivant le rapport homologué du Bureau, ou de la Régie, selon le cas, plus les intérêts sur ce montant à compter de la prise de possession.

Exécution au cas de défaut.

Si la ville ne fait pas, dans les trente jours qui suivent la décision en dernier ressort, le dépôt de ce montant, ceux qui y ont droit peuvent immédiatement faire exécuter le rapport homologué ou le jugement final, comme un jugement de la Cour supérieure en matières ordinaires entre les particuliers, déduction faite de tout paiement en acompte effectué, mais la ville peut toujours se libérer en déposant le montant dû avec intérêts à compter de la prise de possession et en payant les frais. »

1959/60, c. 102, a. 1001, remp.

56. L'article 1001 de ladite charte est remplacé par le suivant :

Purge des hypothèques.

« **1001.** Le dépôt de l'indemnité entre les mains du protonotaire conformément à l'article 981 purge les hypothèques,

have been deposited, except in the case of acquisition of underground portions of immoveables or of servitudes, the person entitled to an indemnity may apply to the prothonotary of the Superior Court by mere motion to have the city ordered to deposit with the prothonotary, for distribution to whom it may concern, an amount on account equal to the municipal valuation, in the case of a whole immovable, or to the municipal valuation determined by the assessor, in the case of part of an immovable.

The preliminary valuation used for voting appropriations, in the case of acquisition of underground portions of immoveables or of servitudes, shall be made by the director of the real estate department." Preliminary valuation.

55. Article 987 of the said charter, replaced by section 17 of chapter 71 of the statutes of 1964, is again replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 987, replaced.

« **987.** When the indemnities have been determined in the last resort, the city shall in conformity with article 981 deposit the indemnity owed to the expropriated parties, or the balance if a deposit has been made on account, according to the homologated report of the Bureau or of the Board, as the case may be, plus interest on such amount from the date of taking possession. Deposit of balance due.

If the city, within the thirty days following the award in the last resort shall not deposit such amount, those entitled thereto may immediately have executed either the homologated report or the final judgment, as a judgment of the Superior Court in ordinary matters between individuals, after deduction of any payment on account, but the city may always free itself by depositing the amount owed with interest from the date of taking possession and by paying the costs." Execution in case of default.

56. Article 1001 of the said charter is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 1001, replaced.

« **1001.** The deposit of the indemnity with the prothonotary pursuant to article 981 shall discharge the hypothecs, priv- Cancellation of hypothecs.

privilèges et autres charges quelconques dont sont grevés les immeubles expropriés.

Créances, etc., conservées.

Ces créances, privilèges et charges sont alors conservés, suivant leur rang, sur le montant déposé. La créance de l'exproprié est assimilée à celle du vendeur.

Radiation des hypothèques, etc.

Lorsque le titre de la ville est enregistré par le dépôt des pièces requises par la présente section, le registrateur doit radier les hypothèques, privilèges, droits et autres charges éteints ou purgés, avec mention à l'index aux immeubles. »

1959/60, c. 102, a. 1020, ab.

57. L'article 1020 de ladite charte est abrogé.

Id., a. 1031a, mod.

58. L'article 1031a de ladite charte, édicté par l'article 36 du chapitre 90 des lois de 1968, est modifié en retranchant le deuxième alinéa.

Id., a. 1045, remp.

59. L'article 1045 de ladite charte est remplacé par le suivant :

Répartition des sommes exigibles.

« **1045.** Les sommes exigibles des propriétaires pour payer le coût d'une expropriation, d'un pavage, d'un égout, d'un trottoir ou de toute autre amélioration locale sont réparties, sous forme de taxes, au moyen d'un rôle préparé par le directeur du service des travaux publics ou par un autre officier désigné par le comité exécutif.

Mode.

Sous réserve des dispositions particulières applicables aux pavages, cette répartition se fait entre les propriétaires, soit en proportion de l'étendue du front ou, selon le cas, de la profondeur de leurs propriétés telle que portée au rôle d'évaluation, soit suivant la valeur du terrain, dans le cas d'expropriation, lorsque la ville en a décidé ainsi en vertu de l'article 969.

Immeuble en copropriété.

Dans le cas d'un immeuble détenu en copropriété, la répartition s'effectue en calculant la somme globale à payer comme s'il s'agissait d'un immeuble appartenant à un propriétaire unique et en répartissant ensuite cette somme entre chacun des copropriétaires dans la mesure de l'intérêt de chacun tel qu'il appert au rôle des taxes foncières. »

ilèges et all other encumbrances with which the expropriated immoveables are charged.

Such claims, privileges and encumbrances are then preserved, according to their rank, upon the amount deposited. The claim of the expropriated party shall be assimilated to that of a vendor.

Claims preserved, etc.

When the city's title is registered by the deposit of the documents required under this division, the registrar shall cancel the hypothecs, privileges, rights and other encumbrances extinguished or discharged, and shall mention such cancellation in the index to immoveables."

Cancellation of hypothecs, etc.

57. Article 1020 of the said charter is repealed.

1959/60, c. 102, a. 1020, repealed.

58. Article 1031a of the said charter, enacted by section 36 of chapter 90 of the statutes of 1968, is amended by striking out the second paragraph.

Id., a. 1031a, am.

59. Article 1045 of the said charter is replaced by the following :

Id., a. 1045, replaced.

“**1045.** The sums exigible from the proprietors to pay the cost of an expropriation or any paving, sewer, sidewalk or other local improvement shall be apportioned in the form of taxes by means of a roll prepared by the director of the public works department or by another official appointed by the executive committee.

Apportionment of sums exigible.

Subject to the special provisions applicable to pavings, such apportionment shall be made among the proprietors, in proportion to either the frontage or the depth, as the case may be, of their properties as shown on the assessment roll, or according to the value of the land in the case of expropriation, when the city has so decided under article 969.

How made.

In the case of an immoveable held under joint ownership, the apportionment shall be made by calculating the overall amount to be paid as if the immoveable belonged to one proprietor only, and then apportioning such amount between each of the co-proprietors on the basis of the interest of each as it appears on the real estate tax roll."

Immoveable owned jointly.

1959/60,
c. 102,
a. 1047,
mod.

60. L'article 1047 de ladite charte, modifié par l'article 59 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, par l'article 109 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 55 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 40 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

Prépara-
tion du
rôle de
réparti-
tion.

« **1047.** 1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, lorsque le conseil a décidé la possession préalable des immeubles, parties d'immeubles ou servitudes dont il a décrété l'expropriation, le rôle de répartition, prévu à l'article 1045 de la charte, est préparé par l'inspecteur de la ville ou par l'officier nommé par le comité exécutif, dès que la ville a déposé au bureau d'enregistrement de Montréal les documents prévus à l'article 985 de la charte. »

1959/60,
c. 102,
a. 1052,
remp.

Restric-
tion.

61. L'article 1052 de ladite charte est remplacé par le suivant:

« **1052.** Dans les cas visés par les articles 1049, 1050 et 1051, la résolution du comité exécutif ne s'applique à aucun immeuble sur lequel la taxe imposée n'excède pas cinquante dollars: celle-ci doit être payée entièrement à la date de son imposition. »

1959/60,
c. 102,
a. 1059,
remp.

Quote-
part sur
terrains
angulaires.

62. L'article 1059 de ladite charte est remplacé par le suivant:

« **1059.** La ville peut, lorsqu'elle répartit le coût de travaux d'améliorations locales, d'une expropriation ou de tout autre ouvrage public, établir à sa discrétion la quote-part qui doit être imposée sur les terrains formant l'encoignure de deux rues, ou de deux ruelles publiques ou privées, ou d'une rue et d'une ruelle publique ou privée, et déterminer la quote-part du coût de ces travaux à imposer sur les autres terrains assujettis à cette répartition.

Effet
rétroactif.

La ville est autorisée à appliquer le présent article rétroactivement à la date où ont été décrétés les travaux ou expropriations précités. »

60. Article 1047 of the said charter, amended by section 59 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, by section 109 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 55 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 40 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended by replacing paragraph 1 by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1047,
am.

« **1047.** 1. Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this article, when the council has decided to take prior possession of immoveables, portions of immoveables or servitudes the expropriation of which it has ordered, the apportionment roll provided for in article 1045 of the charter shall be prepared by the city surveyor or the official appointed by the executive committee, as soon as the city has deposited in the Montreal registry office the documents provided for in article 985 of the charter. »

Prepara-
tion of
apportion-
ment roll.

61. Article 1052 of the said charter is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1052,
replaced.

« **1052.** In the cases provided for by articles 1049, 1050 and 1051, the resolution of the executive committee shall not apply to any immovable on which the tax imposed does not exceed fifty dollars: such tax shall be paid in full on the date on which it is imposed. »

Restric-
tion.

62. Article 1059 of the said charter is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1059,
replaced.

« **1059.** The city, whenever it apportions the cost of local improvement works, expropriation or any other public works, may establish, in its discretion, the share to be imposed on the lots forming the corner of two streets, or of two lanes, public or private, or of a street and a lane, public or private, and may determine the share of the cost of such works to be imposed on the other lots subject to such apportionment.

Share on
corner
lots.

The city is authorized to apply this article retroactively to the date on which the above-mentioned works or expropriations were ordered. »

Retroac-
tive effect.

1959/60,
c. 102,
a. 1059a,
aj.

63. Ladite charte est modifiée en ajoutant, après l'article 1059, le suivant :

Exemp-
tion de
paiement.

« **1059a.** La ville peut, lorsqu'elle répartit le coût de travaux d'améliorations locales, d'une expropriation ou de tout autre ouvrage public, exempter de participer au paiement de ce coût et éliminer du rôle de répartition, les propriétaires riverains ou autres qu'elle juge ne pas devoir en bénéficier.

Idem.

Lorsqu'un propriétaire cesse en tout temps d'en bénéficier, la ville peut de même l'en exempter pour l'avenir et en assumer elle-même la balance ou la répartir sur les autres propriétaires. »

1959/60,
c. 102,
a. 1079,
rempl.

64. L'article 1079 de ladite charte, modifié par l'article 56 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 43 du chapitre 90 des lois de 1968, est remplacé par le suivant :

Soumis-
sions.

« **1079.** 1. Pour la vente des immeubles dont elle est propriétaire, la ville peut demander des soumissions publiques ou procéder par enchère publique ou de gré à gré.

Façon de
vendre.

2. Il appartient au comité exécutif de décider dans chaque cas de quelle façon la ville entend procéder à la vente.

Vente de
\$10,000
ou moins.

3. Lorsque la vente est faite de gré à gré, le comité exécutif est autorisé à vendre tout immeuble dont le prix ne dépasse pas \$10,000; lorsque le prix dépasse \$10,000, la vente doit, en outre, être approuvée par le conseil.

Mise à
prix.

4. Dans les cas où le comité exécutif a décidé de demander des soumissions publiques ou de procéder par enchère publique, il détermine le montant de la mise à prix.

Approba-
tion des
conditions
de vente.

5. Les conditions de la vente à l'enchère ou les formules de soumissions selon le cas, sont approuvées par le conseil lorsque la mise à prix excède dix mille dollars, mais par le comité exécutif seul lorsqu'il est inférieur à ce montant. L'acte de vente à intervenir entre la ville et l'acquéreur est signé dans le premier cas par le maire et le greffier et, dans l'autre cas, par le président du comité exécutif et par le greffier.

63. The said charter is amended by adding after article 1059 the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1059a,
added.

« **1059a.** The city may, when apportioning the cost of local improvement works, expropriations or any other public works, exempt from sharing in the payment of such costs and exclude from the apportionment roll the bordering proprietors or others who, in its opinion, are not to benefit therefrom.

Exemp-
tion from
costs.

If at any time a proprietor ceases to benefit from such projects, the city may similarly exempt him for the future and assume itself the balance of the cost or apportion it among the other proprietors. »

Idem.

64. Article 1079 of the said charter, amended by section 56 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 43 of chapter 90 of the statutes of 1968, is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1079,
replaced.

« **1079.** 1. For the sale of immovables which it owns, the city may call for public tenders or proceed by public auction or by agreement.

Tenders.

2. It devolves upon the executive committee to decide in each case in what manner the city intends to proceed with the sale.

Manner
of sale.

3. When the sale is made by agreement, the executive committee is empowered to sell any immovable the price of which does not exceed \$10,000; when such price exceeds \$10,000, the sale shall, in addition, be approved by the council.

Sale.

4. In cases where the executive committee has decided to call for public tenders or to proceed by public auction, it shall determine the amount of the upset price.

Upset
price.

5. The conditions of a sale by auction or the tender forms, as the case may be, shall be approved by the council when the upset price exceeds ten thousand dollars, but only by the executive committee when it is lower than that amount. The deed of sale to be entered into by the city and the purchaser shall be signed in the first instance by the mayor and the clerk, and in the second instance by the chairman of the executive committee and the clerk.

Approval
of condi-
tions.

Vente à l'enchère.

6. Dans les cas d'une vente à l'enchère, l'adjudication de l'immeuble au plus haut enchérisseur et l'entrée du nom de ce dernier sur le livre de vente de l'encanteur complète la vente, laquelle ne peut être subordonnée à l'acceptation subséquente du conseil.

Ouverture des soumissions.

7. Lorsque des soumissions publiques auront été demandées et reçues, elles seront ouvertes par le comité exécutif et l'immeuble sera vendu au plus haut soumissionnaire. »

1959/60, c. 102, a. 1099, remp.

Actions en dommages non recevables.

65. L'article 1099 de ladite charte est remplacé par le suivant :

« **1099.** Aucune action en dommages-intérêts n'est recevable contre la ville pour dommages résultant de l'inondation d'un immeuble construit après le 28 avril 1939, à moins que le demandeur n'allègue et ne prouve qu'au moment de l'inondation, des soupapes de sûreté d'un modèle approuvé par la ci-devant Commission des services publics de Québec, ou la Régie des services publics, ou par une commission, régie ou organisme similaire leur ayant succédé, étaient installées selon les règles de l'art, en vue de prévenir le refoulement des eaux d'égout de la ville dans les caves ou le sous-sol de cet immeuble.

Pompes élévatoires.

Le conseil peut, par règlement, exiger qu'un bâtiment soit équipé d'un système de pompes élévatoires automatiques, dans les cas et aux conditions qu'il édicte, et aucune action en dommages-intérêts n'est de même alors recevable contre la ville pour dommages résultant d'une inondation dans un bâtiment visé par cette exigence, à moins que le demandeur n'allègue et ne prouve qu'au moment de l'inondation le système de pompes était installé et fonctionnait conformément au règlement. »

1959/60, c. 102, a. 1108, remp.

66. L'article 1108 de ladite charte, remplacé par l'article 59 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant :

Pensions des juges.

« **1108.** Le juge municipal en chef et les juges municipaux sont assujettis en tout temps à toutes les dispositions du régime de retraite applicable respective-

6. In the case of a sale by auction, the adjudication of the immovable to the highest bidder and the registration of the name of the latter in the book of sale of the auctioneer completes the sale, which cannot be subject to subsequent acceptance by the council.

Sale by auction.

7. When public tenders have been called for and received, they shall be opened by the executive committee, and the immovable shall be sold to the highest tenderer."

Opening of tenders.

65. Article 1099 of the said charter is replaced by the following :

1959/60, c. 102, a. 1099, replaced.

« **1099.** No action for damages shall be receivable against the city for damages resulting from the flooding of an immovable erected after the 28th of April, 1939, unless the plaintiff alleges and proves that at the time of the flooding, safety valves of a model approved by the former Québec Public Service Commission, or the Public Service Board, or by a similar commission, board or body having succeeded them, had been installed according to the rules of the trade, with a view to prevent the backflow of sewage water of the city in the cellars or the basement of such immovables.

Action for damages not receivable.

The council may, by by-law, require that a building be equipped with an automatic lift-pump system in such cases and on such conditions as it shall determine, and no action for damages shall then be receivable against the city for damages resulting from flooding in a building to which such requirement applies, unless the plaintiff alleges and proves that at the time of the flooding a pumping system had been installed and was in operation as required under the by-law."

Lift-pump systems.

66. Article 1108 of the said charter, replaced by section 59 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following :

1959/60, c. 102, a. 1108, replaced.

« **1108.** The chief municipal judge and the municipal judges shall at all times be subject to all the provisions of the pension plan applicable respectively to the

Pensions of judges.

ment au juge en chef des sessions et aux juges des sessions. La pension est payée par la ville. »

chief judge of the sessions and judges of the sessions. The pension shall be paid by the city.”

1959/60,
c. 102,
a. 1108a,
renumé-
roté.

67. L'article 1108a de ladite charte, édicté par l'article 2 du chapitre 98 des lois de 1960/1961, est renuméroté et devient l'article 1109 de la charte.

67. Article 1108a of the said charter, enacted by section 2 of chapter 98 of the statutes of 1960/1961, is renumbered and becomes article 1109 of the charter.

1959/60,
c. 102,
a. 1108a,
renum-
bered.

Id., a.
1111,
remp.

68. L'article 1111 de ladite charte, remplacé par l'article 57 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant :

68. Article 1111 of the said charter, replaced by section 57 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following :

Id.,
a. 1111,
replaced.

Greffier.

« **1111.** Le greffier de la Cour municipale est nommé suivant les dispositions qui régissent la nomination des employés municipaux. Il a la garde du sceau de la cour.

“**1111.** The clerk of the Municipal Clerk. Court shall be appointed in accordance with the provisions governing the appointment of municipal employees. He shall have the custody of the seal of the court.

Adjoint.

Un greffier-adjoint peut être nommé pour assister le greffier, avec les mêmes devoirs et pouvoirs, et pour le remplacer en cas d'absence ou d'incapacité d'agir.

A deputy-clerk may be appointed to Deputy- assist the clerk, with the same powers and clerk. duties, and to replace him in case of absence or inability to act.

Remplacement.

Le greffier peut être suppléé, dans ses devoirs et attributions, par les membres de son personnel qu'il désigne, avec l'assentiment de l'avocat en chef. »

The clerk may be replaced in the Replacement. carrying out of his duties and responsibilities by such members of his staff as he designates with the approval of the chief attorney.”

1959/60,
c. 102,
a. 1114,
remp.

69. L'article 1114 de ladite charte, remplacé par l'article 60 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant :

69. Article 1114 of the said charter, replaced by section 60 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following :

1959/60,
c. 102,
a. 1114,
replaced.

Serment.

« **1114.** Le greffier, le greffier-adjoint et les membres du personnel du greffe désignés pour suppléer au greffier dans ses devoirs et attributions, prêtent serment devant un juge municipal de remplir fidèlement leurs fonctions. »

“**1114.** The clerk, the deputy-clerk Oath. and the members of the staff of the clerk's office appointed to replace the clerk in the carrying out of his duties and attributions shall take oath before a municipal judge to perform their duties faithfully.”

1959/60,
c. 102,
a. 1125,
remp.

70. L'article 1125 de ladite charte est remplacé par le suivant :

70. Article 1125 of the said charter is replaced by the following :

1959/60,
c. 102,
a. 1125,
replaced.

Enregistrement des procédures.

« **1125.** Les procédures relatives à chaque cause ou plainte portée devant la cour sont enregistrées chaque jour de la manière déterminée par l'avocat en chef et approuvée par résolution du comité exécutif.

“**1125.** The proceedings held in each Proceed- case or complaint brought before the ings court shall be recorded each day in the recorded. manner determined by the chief attorney and approved by a resolution of the executive committee.

Mode.

Il n'est pas nécessaire d'enregistrer au long les procédures, jugements et condamnations de la cour; il suffit d'in-

It shall not be necessary to record at Manner. full length the proceedings, judgments and convictions of the court; it shall suffice

diquer le nom du défendeur et la nature de la dette ou de l'offense, ainsi que la date et le dispositif du jugement.

to indicate the name of the defendant, the nature of the debt or of the offence, and the date and the conclusions of the judgment.

Valeur des inscriptions. Ces inscriptions peuvent aussi être faites avec la même valeur, sur la plainte ou l'assignation. »

Such entries may also be made, with the same validity, on the summons or complaint." Entries on summons, etc.

1959/60, c. 102, a. 1125a, aj. **71.** Ladite charte est modifiée en ajoutant après l'article 1125, le suivant :

71. The said charter is amended by adding after article 1125 the following: 1959/60, c. 102, a. 1125a, added.

Consignation de jugement. « **1125a.** Il est suffisant de consigner tout jugement de la cour en matière pénale à un procès-verbal dressé sous la seule signature du greffier et de la manière que détermine le conseil. »

« **1125a.** Any judgment of the court in a penal matter shall be sufficiently recorded by a proceeding drafted over the clerk's signature alone, in the manner determined by the council." Recording of judgment.

1959/60, c. 102, a. 1126, remp. **72.** L'article 1126 de ladite charte, remplacé par l'article 61 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant :

72. Article 1126 of the said charter, replaced by section 61 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 1126, replaced.

Signature des assignations, etc. « **1126.** Les assignations, les ordres de comparaitre et les brefs d'exécution, émis au nom de Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, portent la signature du juge ou du greffier. Cette signature peut être apposée par tout mode approuvé par règlement du conseil.

« **1126.** The summonses, orders to appear and writs of execution, issued in the name of Her Majesty, her heirs or successors shall bear the signature of the judge or of the clerk. Such signature may be affixed by any method approved by a by-law of the council. Issue of writs, etc.

Signature des mandats d'arrestation, etc. Les mandats d'arrestation ou d'emprisonnement portent la signature du juge. Cette signature du juge peut être apposée, pourvu qu'il ajoute son paraphe, par tout mode prescrit par l'avocat en chef de la ville et approuvé par le comité exécutif.

Warrants of arrest or imprisonment shall bear the signature of the judge. Such signature of the judge may be affixed, provided he adds his initials, by any method prescribed by the chief city attorney and approved by the executive committee." Signature of warrants, of arrest, etc.

1959/60, c. 102, a. 1129, mod. **73.** L'article 1129 de ladite charte, modifié par l'article 19 du chapitre 91 des lois de 1969, est de nouveau modifié :
a) en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

73. Article 1129 of the said charter, amended by section 19 of chapter 91 of the statutes of 1969, is again amended: 1959/60, c. 102, a. 1129, am.
(a) by replacing the second paragraph by the following:

Plainte. « Cette plainte doit être énoncée d'une manière claire et précise au bref de sommation; celui-ci est signifié au défendeur par un huissier ou un constable; cette signification, dans les cas de contravention au Code de la route, à la présente loi ou à un règlement du conseil, peut également être valablement faite en étant adressée, par courrier recommandé avec avis de réception, à l'adresse donnée par le défendeur lors de la commission de l'infraction ou à l'adresse qu'il a donnée au Bureau des véhicules automobiles. »;

«Such complaint shall be clearly and explicitly set forth in the writ of summons; such writ shall be served upon the defendant by a bailiff or constable; in the case of an offence against the Highway Code, this act or a by-law enacted by the council, such summons may also be served validly by addressing it, by registered mail with notice of receipt, to the address given by the defendant when he committed the offence or the address given by him to the Motor Vehicle Bureau."; Complaint.

b) en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants:

Inspecteurs assimilés à agents.

« En tout ce qui concerne un billet d'assignation, est assimilé à un agent de la paix du service de la police tout inspecteur d'un service qui a la responsabilité d'un règlement des permis et licences ou d'un règlement visant à la paix, l'ordre, la sécurité ou la santé publics, pour toute contravention à ce règlement.

Condamnation au cas de défaut de comparaître.

Si le contrevenant, qui a reçu un billet d'assignation ou une sommation pour l'infraction de ne pas avoir eu un permis ou une licence exigible en vertu de quelque règlement de la ville, fait défaut de comparaître à la cour à la date indiquée, il peut être condamné par le juge pour l'infraction décrite au billet d'assignation ou à la plainte de l'agent en vertu de laquelle la sommation a été émise, ce billet ou cette plainte faisant foi de leur contenu sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de l'infraction ou de la signature et de la nomination de l'agent. »

1959/60, c. 102, a. 1139, mod.

74. L'article 1139 de ladite charte, remplacé par l'article 62 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

Document constitue sommation.

« Le jour fixé pour la comparution, à moins qu'un paiement libératoire n'ait été effectué, le greffier ouvre un dossier et y dépose ce document, qui constitue une sommation dûment autorisée et signifiée, au sens de la Loi des poursuites sommaires, et rapportable à la date fixée. »

1959/60, c. 102, a. 1140, remp.

75. L'article 1140 de ladite charte, remplacé par l'article 63 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant:

Paiement pour éviter plainte.

« **1140.** Toute personne à qui un avis ou billet de contravention, un billet d'assignation ou une sommation a été envoyé ou signifié pour une infraction relative à la circulation, peut se libérer de toute peine se rapportant à cette infraction en payant, à titre d'amende et de frais, à l'endroit et dans le délai prescrits par le comité exécutif, la somme fixée par le conseil et indiquée sur le document qui

(b) by adding at the end the following paragraphs:

“With respect to anything connected with the notice of summons, any inspector of any department responsible for the application of a by-law concerning permits and licences or a by-law governing public peace, order, safety or health, shall be considered as a peace officer of the police department in the case of any offence against such by-law.

Inspector deemed police officer.

If the offender who has received a notice of summons or a writ of summons for the offence of not having obtained a permit or licence as required under a by-law of the city fails to appear before the court on the date specified, he may be convicted by the judge of the offence described in the notice of summons or in the complaint filed by the officer for which the summons was issued, such notice or complaint being evidence of its contents, without proof of the offence or of the signature and appointment of the officer being required.”

Conviction for failure to appear.

74. Article 1139 of the said charter, replaced by section 62 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the third paragraph by the following:

1959/60, c. 102, a. 1139, am.

“On the day set for the appearance, unless payment in full has been made, the clerk shall open a file and deposit in it such document which shall constitute a summons duly authorized and served, within the meaning of the Summary Convictions Act, and returnable on the date fixed.”

Document to constitute summons.

75. Article 1140 of the said charter, replaced by section 63 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following:

1959/60, c. 102, a. 1140, replaced.

“**1140.** Any person to whom an infraction notice or ticket, a notice of summons or a summons has been sent or served for a traffic violation may free himself of any penalty relating to such violation by paying as fine and costs, at the place and within the delay determined by the executive committee, the amount fixed by the council and shown on the document delivered to him. However,

Payment to avoid penalty.

lui est remis. Ce paiement n'est toutefois libératoire que pour une première infraction dans une période de douze mois, sauf dans les cas relatifs au stationnement.

Culpabilité.

Après ce paiement, le contrevenant doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

Avis préliminaire.

Si la somme indiquée sur un billet de contravention n'est pas payée dans le délai stipulé, la ville peut envoyer par la poste à l'adresse donnée par le contrevenant lors de la commission de l'infraction, ou à l'adresse donnée par lui au Bureau des véhicules automobiles, un avis préliminaire de poursuite, qui lui permet de se libérer par le paiement, dans le délai imparti, du montant de l'amende et d'une somme pour les frais de deux dollars ou d'un autre montant que le conseil peut déterminer.

Dépôt de plainte non requis.

Pour l'émission d'un bref de sommation pour une contravention à la circulation, le dépôt d'une plainte n'est pas requis et le bref peut être émis sur information transmise de la manière déterminée par l'avocat en chef et approuvée par le comité exécutif.

Procédures continuées au cas de non paiement.

Si le contrevenant qui a reçu un billet d'assignation ou une sommation ne se prévaut pas des dispositions de paiement libératoire, les procédures sont continuées et il doit comparaître à la cour, à la date indiquée. S'il ne le fait pas, il peut être condamné par le juge pour l'infraction décrite au billet d'assignation ou à la sommation, sans qu'il soit nécessaire de faire preuve de l'infraction, de la signature de l'agent ou de sa nomination.

Récidive.

Au cas de récidive, le paiement d'un billet d'assignation ou d'une sommation portant le même nom de contrevenant et le même numéro d'immatriculation du véhicule fait preuve *prima facie* de la condamnation antérieure de l'inculpé, sans qu'il soit nécessaire d'en établir l'identité.

Allégation interdite.

Le contrevenant poursuivi par voie de sommation ne peut, en aucun cas, invoquer qu'il n'a pas reçu un billet de contravention ou un avis préliminaire de poursuite. »

1959/60, c. 102, a. 1140b, sj.

76. Ladite charte est modifiée en ajoutant, après l'article 1140a, le suivant:

such payment shall cover only a first violation within a period of twelve months, except in cases relating to parking.

Following payment, the offender shall be considered as having been found guilty of the violation. Offender deemed guilty.

If the amount indicated on the infraction ticket is not paid within the prescribed delay, the city may send by mail to the address given by the offender when the violation was committed, or to the address given by him to the Motor Vehicle Bureau, a preliminary notice of proceedings which shall enable him to free himself through payment, within the prescribed delay, of the amount of the fine and a sum of two dollars or of such other amount as the council may determine for costs. Preliminary notice.

With respect to the issue of a writ of summons for a traffic violation, the filing of a complaint is not required and the writ may be issued on information supplied in the manner determined by the chief attorney and approved by the executive committee. Filing of complaint not required.

If the offender who has received a notice of summons or a summons does not avail himself of the provisions governing full payment, proceedings shall be continued and he shall appear in court on the date mentioned. If he does not appear, the judge may condemn him for the violation described in the summons or in the notice of summons and it shall not be necessary to prove the violation or the officer's signature or his appointment. Non-payment.

In the case of a second violation, the payment of a notice of summons or a summons bearing the name of the same offender and the same vehicle licence number shall constitute *prima facie* evidence of the previous condemnation of the offender without it being necessary to prove his identity. Second violation.

The offender being prosecuted by way of summons cannot in any case allege that he did not receive an infraction ticket or a preliminary notice of proceedings." Allegations prohibited.

76. The said charter is amended by adding after article 1140a the following: 1959/60, c. 102, a. 1140b, added.

Billet d'assignation sur lieu de l'infraction.

« **1140b.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, lorsqu'un agent de la paix constate une infraction au Code de la route, il peut remplir sur les lieux un billet d'assignation et en remettre copie au conducteur du véhicule.

« **1140b.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, when a peace officer observes a violation of the Highway Code he may fill out on the scene a notice of summons and give a copy thereof to the driver of the vehicle.

Notice of summons on the scene.

Contenu.

Ce billet d'assignation tient lieu d'avis préalable suivant le Code de la route pourvu qu'il contienne une description de l'infraction, spécifie l'amende minimum et indique l'endroit où il peut être payé avec, en outre, deux dollars pour les frais, dans les dix jours suivants.

Such notice of summons shall be in lieu of a prior notice under the Highway Code, provided such summons contains a description of the violation, specifies the minimum fine and indicates the place where it may be paid, with an additional two dollars for costs, within the next ten days.

Contents.

Force et effet.

Il a, pour le surplus, la même force et le même effet et doit être traité de la même façon que le billet d'assignation prévu dans les cas de violation d'un règlement municipal relatif à la circulation. »

Such notice of summons shall otherwise have the same force and effect and shall be treated in the same manner as the notice of summons provided for in cases of violation of a municipal by-law relating to traffic."

Force and effect.

1959/60, c. 102, a. 1149a, aj.

77. Ladite charte est modifiée en ajoutant, après l'article 1149, le suivant:

77. The said charter is amended by adding after article 1149 the following:

1959/60, c. 102, a. 1149a, added.

Destruction de dossiers.

« **1149a.** Sur recommandation de l'avocat en chef, le comité exécutif peut autoriser la destruction des dossiers de plus de cinq ans relatifs aux infractions de la circulation. »

« **1149a.** On recommendation of the chief attorney, the executive committee may authorize the destruction of files more than five years old relating to traffic violations."

Destruction of old files.

1959/60, c. 102, a. 1176, remp.

78. L'article 1176 de ladite charte, modifié par l'article 64 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, par l'article 63 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 67 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

78. Article 1176 of the said charter, amended by section 64 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, by section 63 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 67 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:

1959/60, c. 102, a. 1176, replaced.

Vente d'effets non réclamés.

« **1176.** Le comité exécutif peut, après publication d'un avis à cet effet, vendre aux enchères ou par soumissions publiques:

« **1176.** The executive committee may, after the publication of a notice to that effect, sell by auction or public tender:

Sale of unclaimed articles.

- a) les effets confisqués par le tribunal;
- b) les effets laissés par une personne défunte, lorsque la ville a assumé les frais de la sépulture;
- c) les effets confiés à la garde de la ville, abandonnés ou trouvés, et non réclamés après un délai de deux mois, excepté lorsqu'il s'agit de véhicules automobiles fabriqués depuis plus de sept ans, alors que le délai n'est que de trente jours; ce délai de trente jours est réduit à vingt-

- a. effects confiscated by the court;
- b. effects left by a deceased person when the city has assumed the costs of the burial;
- c. effects entrusted to the city's care, abandoned or found, and remaining unclaimed after a delay of two months, except that in case of motor vehicles manufactured more than seven years before, such delay shall be only thirty days; such thirty-day delay shall be reduced to

quatre heures dans le cas d'un véhicule sans moteur ou dans un état tel qu'il constitue un objet de rebut.

Respon-
sabilité.

La ville n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation et de vente. »

twenty-four hours in the case of a vehicle which is motorless or in such a state that it can only be scrapped.

In such cases the city shall be responsible to the owner only for the proceeds of the sale, after deducting the costs of storage and sale."

Respon-
sibility.

Modifica-
tion du
coût d'une
exprop-
riation.

79. Sur rapport du comité exécutif, le conseil est autorisé à modifier, par résolution, la répartition du coût de l'expropriation décrétée par le conseil le 23 février 1968 pour fins de rue, suivant le plan H-39 Sault-au-Récollet, et affectant la partie du lot originaire 183 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, située au sud-est du boulevard Gouin et au sud-ouest de l'avenue Hamelin, et d'exempter ce terrain de la répartition du coût de toute amélioration locale en rapport avec l'avenue Hamelin.

79. On report of the executive committee, the council is authorized to amend, by resolution, the apportionment of the cost of the expropriation ordered by the council on February 23, 1968, for street purposes, in accordance with plan H-39 Sault-au-Récollet, affecting the portion of original lot 183 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet located southeast of Gouin Boulevard and southwest of Hamelin Avenue, and to exempt such portion from the apportionment of the cost of any local improvement relating to Hamelin Avenue.

Amend-
ment to
cost of
exprop-
riation.

Autorisa-
tion.

Sont autorisés les changements et ajustements qui découlent de cette modification.

All changes and adjustments required by such amendment are authorized.

Author-
ization.

Augmen-
tation de
cotisa-
tions aux
régimes de
retraite.

80. Pour tenir lieu des cotisations à l'avantage des régimes de rentes de ses officiers et employés dont elle a été exemptée pour ses exercices financiers 1968/1969 et 1969/1970 par l'article 9 du chapitre 92 des lois de 1968, la Ville de Montréal, par son conseil, a et a toujours eu le pouvoir de décider d'une augmentation de ces cotisations à ces régimes de retraite à partir du 1^{er} mai 1970 et de décréter que cette augmentation devra continuer à exister malgré toute mesure limitative à ce contraire.

80. In lieu of the contributions to the pension funds of its officers and employees, from which it was exempted for the fiscal years 1968/1969 and 1969/1970 under section 9 of chapter 92 of the statutes of 1968, the city of Montreal, through its council, has and has always had the power to decide upon an increase in such contributions to such pension funds as of May 1, 1970 and to order that such increase be maintained despite any restrictive provisions to the contrary.

Increase
in con-
tributions
to pension
funds.

Vente
autorisée.

81. La ville est autorisée à vendre à Hydro-Québec pour un prix de \$10,000, plus un intérêt de cinq pour cent l'an depuis le 1^{er} novembre 1959, un massif de 12 conduits sous-terrains, avec puits d'accès s'y rattachant, situé sous le trottoir nord-ouest du tunnel Wellington.

81. The city is authorized to sell to Hydro-Québec for a price of \$10,000, plus interest at five per cent per annum from November 1, 1959, a block of 12 underground conduits, with connecting access shaft, located under the north-west sidewalk of Wellington tunnel.

Sale au-
thorized.

Modifica-
tion du
coût
d'améli-
orations.

82. Sur rapport du comité exécutif, le conseil est autorisé à modifier, par résolution, depuis le 23 février 1968, la répartition du coût des améliorations locales sur la rue projetée 201-5, de l'avenue Grey à l'avenue Vendôme, et des raccordements au pavage existant des avenues Grey et

82. On a report of the executive committee, the council is authorized to amend by resolution from February 23, 1968, the apportionment of the cost of local improvements on proposed street 201-5, from Grey Avenue to Vendôme Avenue, and of the junctions to the existing pave-

Amend-
ment to
appor-
tionment
of cost of
work.

Vendôme, en exemptant en totalité du coût des améliorations locales la Société Leunis, 4100 avenue Vendôme. Ce coût est payable par la ville conformément à l'article 693.

ment on Grey and Vendôme Avenues, exempting fully Leunis Corporation, 4100 Vendôme Avenue, from the cost of the local improvements. Such cost shall be borne by the city in accordance with article 693.

Acte d'échange ratifié.

S3. Est ratifié l'acte d'échange entre la Ville de Montréal et l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de Montréal, passé le 25 novembre 1969 devant le notaire Jean-Luc Trempe, sous le numéro 6300 de son répertoire, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 2181286.

S3. The deed of exchange between the City of Montreal and the *Oeuvre et Fabrique* of the parish of Notre-Dame de Montréal, made on November 25, 1969 before Jean-Luc Trempe, Notary, under number 6300 of his minutes and registered at the office of the Montreal registration division under number 2181286, is ratified.

Acte de vente ratifié.

S4. Est ratifié l'acte de vente entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal, passé le 27 juin 1967 devant le notaire Louis-Auguste Marchessault sous le numéro 14886 de son répertoire et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 2012955.

S4. The deed of sale between the City of Montreal and the Université de Montréal, made on the 27th of June 1967 before Louis-Auguste Marchessault, notary, under number 14886 of his minutes and registered in the registry office of the registration division of Montreal under number 2012955, is ratified.

Entrée en vigueur.

S5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

S5. This act shall come into force on the day of its sanction.